

défense de **Occident**

Maurice BARDECHE :

Socialisme Fasciste (III) : L'esprit des lois

●

Guillaume De FERETTE :

La Période Nietzscheenne de Charles Maurras

●

Mary MEISSNER :

Mythes et Réalités du Communisme et du Capitalisme

●

Pierre HOFSTETTER :

Mythes du Tiers Monde

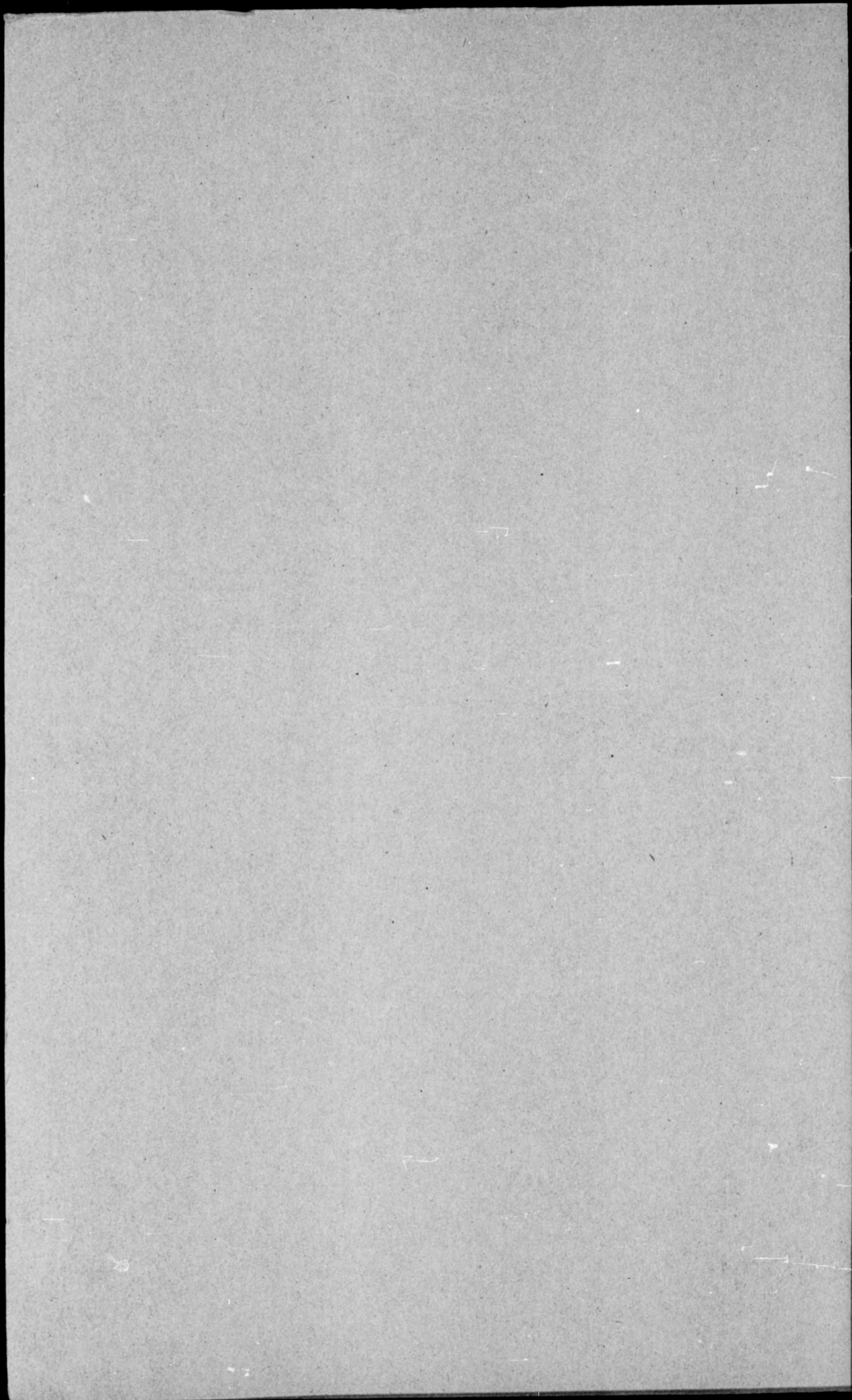
●

R. FAURISSON :

Au dossier de l'histoire de la « Résistance » :

Quelques exécutions des « Maquis Bernard »

●



Défense de l'Occident

Revue Mensuelle — Nouvelle Série — 25^e Année

JUILLET - AOUT 1977 — N° 150

SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *Socialisme Fasciste (III) : L'esprit des lois* 3
 - Guillaume de FERETTE :
La Période Nietzschéenne de Charles Maurras 14
 - Mary MEISSNER : *Mythes et Réalités du Communisme et du Capitalisme* 22
 - Pierre HOFSTETTER : *Mythes du Tiers Monde* 28
 - Michel PELTIER : *Faire l'Europe ? Mais laquelle ?* 34
 - M. GUIBAL : *A la Bretagne et à la Vendée* 38
 - R. FAURISSON : *Au dossier de l'histoire de la « Résistance » : Quelques exécutions des « Maquis Bernard »* 44
 - G. BARTSCH :
Problèmes de l'opposition nationale en Allemagne 50
 - M. P. : *Liberté : un mot-piège* 56
-
- LES LIVRES DU MOIS : par M. B., Jean-Paul Roudeau, Francis Bortin : *La plus belle histoire*, de Philippe Meynier ; *Saint-Nicolas du Chardonnet*, par André Figueras ; *Album Céline, L'Europe de Hitler (III)*, de Francis Bertin ; *L'Occident démantelé* de Jacques Bordiot ; *Une Eglise du silence au Chili* 63
 - NOS AMIS ECRIVENT : *Communisme et lutte des peuples*, extrait de *Jeune Garde* 72
 - DOCUMENTS :
Leçon d'un conflit : Ouest-France, 13/18 janvier 77 80
Association pour la Défense de la Mémoire du Maréchal Pétain, Section Gironde-Aquitaine 83
Les Routiers de Dieu 87

Nouvelle adresse : B.P. 97, 75962 Paris-Cedex 20 - C.C.P. 65 35 65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement
à votre REVUE DEFENSE DE L'OCCIDENT

à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix du numéro	8 F.
Abonnements — 1 an (10 numéros)	70 F.
Etranger — 1 an (10 numéros)	75 F.
<i>Abonnement spécial étudiants, lycéens, travailleurs sans emploi</i>	30 F.
Abonnement de soutien	100 F.

Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal

adressé à « *Défense de l'Occident* »

B. P. 97, 75962 PARIS CEDEX 20

C. C. P. 65-35-65 PARIS

Socialisme Fasciste :^(III)

L'esprit des lois

Le socialisme fasciste n'a pas pour objet l'établissement d'une société égalitaire, c'est-à-dire également paupérisée, sous la surveillance d'une bureaucratie tyrannique. Il a pour objet une véritable justice sociale attribuant à chacun la part du revenu national qu'il mérite par son rôle dans la production nationale ou dans le fonctionnement de l'organisme national.

Cette justice distributive exige une société hiérarchisée, disciplinée, émondée. Hiérarchisée, parce que le rôle de chacun dans la production ou dans le fonctionnement de l'organisme social n'est pas égal : aux charges les plus élevées doivent correspondre les responsabilités les plus graves et, en cas de défaillance, les sanctions les plus lourdes, mais ces charges s'accompagnent aussi d'un niveau de vie qui correspond aux services rendus. Disciplinée, parce que chacun doit accepter la part de travail qui correspond à sa compétence et à ses moyens, discipline sans laquelle il n'y a pas de nation forte et indépendante : mais, en revanche, le pouvoir a l'obligation d'être lui-même le défenseur de la masse, de lui assurer de justes rétributions et un niveau de vie satisfaisant, de protéger en toutes circonstances ses biens, sa sécurité et sa liberté, en particulier contre les excès du pouvoir patronal ou bureaucratique. Enfin, elle doit être émondée, c'est-à-dire débarrassée des parasites sociaux qui, en abusant des libertés qui nous sont garanties par nos lois, se procurent des existences confortables et souvent fastueuses en s'installant sur certaines stations de pompage créées par la société de consommation ou par le laxisme du libéralisme économique ou par les incohérences des régimes démocratiques.

Se refuser à ces trois conditions, c'est accepter de maintenir le pillage et le désordre qui sont le propre des démocraties modernes et que les lois sont incapables de contenir, c'est maintenir l'inégalité sociale et l'aggraver, car les uns continueront d'échapper aux lois et de s'enrichir frauduleusement, tandis que tous ceux qui travaillent seront de plus en plus pressurés, ligotés par des règlements, soumis aux pressions des syndicats ou des comités politiques, exposés à toutes les formes de violence qui naissent de l'abus de la liberté. Hors de cet *ordre*, condition de la justice, le socialisme n'est qu'un mot vide de sens ou, comme on peut le voir dans les « républiques socialistes », une des formes de la tyrannie.

Or, dans tous les Etats modernes, la loi est incapable de faire face aux situations nouvelles qui sont nées du fonctionnement intensif du capitalisme libéral et tout particulièrement de la combinaison de celui-ci avec le laxisme démocratique.

Nos lois, en effet, ont été conçues à une époque antérieure au développement du capitalisme et elles ont seulement été augmentées, rapetassées, recousues, adaptées, sans qu'aucune refonte complète des codes ait été jamais étudiée. Elles ignorent la diversification sociale que le capitalisme a engendrée, elles ne stipulent que pour des « citoyens », notion abstraite, et elles s'appliquent mal aux situations individuelles qui sont nées de la nouvelle complexité sociale. Elles punissent des vols simples et élémentaires auxquels il a fallu rattacher tant bien que mal par des législations de fortune les formes innombrables du vol que le tissu juridique nouveau des différents types de sociétés commerciales ou financières a provoquées ; cet échafaudage inextricable de lois nouvelles complique tout sans nous protéger des entreprises et de l'ingéniosité des gredins. Enfin, conçues avant les grands trafics criminels, ceux de la drogue, de la prostitution, de la contrebande, du commerce des armes, avant les hold up et les prises d'otages, nos lois ne disposent que d'un arsenal archaïque pour nous protéger ou pour sanctionner les formes les plus dangereuses et les plus fructueuses de la criminalité.

Parler de socialisme ou de justice sociale sans envisager d'abord une refonte totale de nos codes et une réorganisation complète de notre système judiciaire, c'est esquiver le problème. Si l'on s'y refuse, on se bornera à des retouches qui seront toutes des aggravations de la bureaucratie, on munira les administrations de tromblons qui feront pleuvoir une grêle de balles sur nos têtes, mais qui ne blesseront pas ceux qu'il faudrait atteindre.

La notion fautive qui est à la base de tout notre droit est celle de « citoyen ». Dans la réalité de chaque jour, il n'existe pas de citoyen-type, mais des individus tous différents par leurs habitudes, leur métier, leur sensibilité. La loi doit être égale pour tous, cela signifie que nul ne peut se soustraire à la loi et ne peut se dérober aux conséquences d'actions criminelles ou délictueuses : mais la loi doit être *modulée*, car la sanction qui paraît la même pour tous pèse, en réalité, d'un poids très différent selon les forces et la mentalité de chacun. Une peine de prison par exemple, frappe beaucoup plus durement celui qui a mené une vie honnête et qui est habitué à la considération de ceux qui l'entourent que les professionnels de la délinquance qui considèrent une peine de prison ou une peine infamante comme des incidents de parcours. Un père ne punit pas ses enfants de la même manière selon leur âge et leur sensibilité, mais il mesure le châtement à l'effet qu'il produit. Il doit donc y avoir en bonne justice une spécificité des peines dont la jurisprudence reconnaît, du reste, le principe, puisque le juge frappe moins lourdement le délinquant primaire que le délinquant habituel. Cette spécificité des peines ne devrait pas être due à une bienveillance du juge, elle devrait être inscrite dans la loi. L'homme honnête doit être pesé par le législateur avec des poids différents de ceux qui servent pour les actes des malins, des parasites et des tricheurs. Inversement la loi doit être plus exigeante à l'égard de ceux qui exercent de hautes fonctions, car ils doivent être des exemples pour les autres. La justice distributive doit donc être une justice réelle qui n'applique pas la même règle à tous, mais qui distingue selon les forces, selon la vie et selon le rang.

La qualification même des crimes et des délits a besoin d'être révisée. Des manières de voler imprévues, des formes de violence inédites, des domaines nouveaux de la délinquance ayant apparu, ils doivent entraîner une hiérarchie nouvelle des sanctions. Le syndicat de la magistrature a parfaitement raison de soutenir qu'il existe aujourd'hui une « criminalité en col blanc » : cette réaction est juste, mais elle a été abusivement politisée. Ce qui importe ce n'est pas de punir *de préférence* tout ce qui exerce une responsabilité économique ou appartient à la classe bourgeoise et de donner raison *systématiquement* à ceux qui appartiennent aux classes dites exploitées, mais de frapper durement ceux qui sont des spécialistes du trafic, des margoulinages, de la fraude, de les frapper *en raison des bénéfices irréguliers qu'ils ont faits* et non en raison de la qualification juridique des actes qu'ils ont commis. Car la justice sociale consiste à ne pas permettre que les gens honnêtes deviennent des dupes. Protéger ceux qui travaillent, c'est avant tout, châtier sans pitié ceux qui les bafouent en acquérant d'immenses fortunes sans jouer aucun rôle productif ou utile.

Une des réformes fondamentales d'un socialisme nouveau devrait être de remplacer dans la loi la qualification juridique des délits et des crimes par une qualification quantitative, les vols, escroqueries ou détournements les plus importants par leur résultat devant comporter les sanctions les plus graves, quelle que soit la méthode employée pour les réaliser.

Les régimes antérieurs aux démocraties nous offrent dans leur pratique de la justice, des solutions qui ont été le résultat d'expériences accumulées pendant plusieurs siècles et qui permettaient sinon un fonctionnement parfait de la justice auquel il est très difficile de parvenir, du moins un certain nombre de garanties de la liberté et de la justice qui ont disparu aujourd'hui sous des régimes qui se prétendent régimes de liberté et de justice.

La justice royale avait une vision plus juste de la société, car elle avait su distinguer les groupes sociaux qu'on ne peut pas soumettre à l'application systématique et rigoureuse des lois : d'une part cette frange de la population qui

vit et vivra toujours en marge d'une existence régulière et dont la profession, pour ainsi dire, est le vol, l'escroquerie, le crime et d'une façon générale tous les subterfuges qui permettent de s'enrichir par violence ou par ruse aux dépens d'autrui ; d'autre part cette partie de la population qui est trop puissante, qui se place elle-même au-dessus des lois et qu'on est obligé d'atteindre par des moyens extraordinaires pour en empêcher les exactions. A ces deux groupes de la population assez faciles à cerner et à définir, la pègre et les grands, la justice du roi réservait des procédures spéciales car, étant par nature même en marge de la société, ces groupes étaient également en marge de la loi. Pour les uns, il y avait des procédures expéditives qui permettaient à la justice d'agir vite et sans faiblesses ; pour les autres, les châtiments tenaient compte de la gravité de leurs fautes et des obligations que leur rang leur imposait.

Hormis ces deux groupes qui ne relevaient pas, du reste, de juridictions spéciales, mais à l'égard desquels le pouvoir royal était seulement spécialement vigilant, la justice royale reconnaissait des « franchises » en vertu desquelles certains corps de l'Etat échappaient à son emprise : c'étaient les franchises de l'Université et celle du Clergé. Mais, en plus de ces situations particulières, officiellement reconnues, les rigueurs de la loi ou de la réglementation avaient été amendées par toutes sortes de mesures de faveur, de concessions, d'exemptions, qui étaient les unes octroyées par le roi ou stipulées par des contrats d'allégeance, les autres le résultat de l'expérience, de la jurisprudence, de droits particuliers qui avaient été affirmés peu à peu, qui variaient suivant les provinces et dont l'ensemble constituait ce qu'on appelait « la coutume ». Ces fameux privilèges dont on nous apprend qu'ils ont été abolis dans la joie et l'enthousiasme pendant la nuit du 4 août n'étaient que pour une faible part des droits de péage, ou de justice seigneuriale qui n'étaient plus appliqués depuis longtemps : en réalité ces « privilèges » qui semblaient conférer une situation spéciale à la noblesse protégeaient toutes les classes de la population et permettaient à presque toutes les catégories professionnelles, aux couches diverses de la bour-

geoisie, aux artisans, aux paysans d'avoir des droits particuliers qui leur étaient reconnus par les habitudes locales et qui permettaient au « honnêtes gens » de ne pas être traités par la justice de la même manière que les malandrins. Il y avait en somme, entre le roi qui, comme dans la Bible, était en même temps juge suprême, et le peuple lui-même une sorte de contrat qui s'était établi à travers les âges et qui plaçait entre l'individu et la loi un certain nombre d'amortisseurs qui tenaient compte des situations particulières. Même les crimes trop adroits, les délits impossibles à atteindre qui se perpétuaient au sein des familles par la captation, le détournement, la soustraction de testaments, ou ceux qui étaient inventés en marge de la loi par des gens trop habiles, n'échappaient pas complètement à la main de justice du souverain : les *lettres de cachet*, intervention personnelle du roi dans des situations privées que la loi ne pouvait ni trancher ni amender, étaient une sorte de recours contre les filous trop adroits. Ainsi la monarchie, simplement parce qu'elle ne mettait pas de passion ni d'idéologie dans l'application de la justice, avait trouvé un *modus vivendi* entre les justiciables et la justice. C'est seulement à partir du moment où des circonstances spéciales lors desquelles le pouvoir royal, sous une pression ou une autre, a mis une certaine passion partisane dans l'administration de la justice que l'équilibre de la justice royale a été dévié de son véritable caractère et a entraîné des condamnations injustes.

Les régimes autoritaires ont, par nature, la possibilité de revenir à une modulation de l'administration de la justice, inspirée des principes de l'Ancien Régime. Le programme social-démocrate de la gauche ne peut obtenir ce résultat parce qu'il se borne à désigner une classe à opprimer. Sous le prétexte de l'égalité devant la loi, il ne sera et ne peut être qu'un système de persécution de ceux qui appartiennent à cette classe moyenne dont on souhaite la disparition. Les régimes autoritaires, au contraire, donnent à la justice sa mission naturelle qui est de protéger les honnêtes gens. Une administration probe de la justice est celle qui repose sur une vision exacte de la réalité sociale. Or la réalité sociale des régimes capitalistes crée certaines catégories d'excentri-

ques de la loi analogues aux groupes marginaux de l'Ancien Régime se caractérisant les uns par l'excès de puissance, les autres par le professionnalisme de la pègre. La loi et les tribunaux réguliers ne devraient avoir pour domaine que les faits concernant la portion moyenne de la population qui, par son travail, constitue l'organisme national. Ceux qui sont des oisifs professionnels, soit par leur immense fortune, soit par leurs moyens délictueux de se procurer des ressources, doivent être l'objet de juridictions qui leur soient propres. Le scandale de nos sociétés actuelles n'est pas, comme le soutient le Front populaire, dans l'existence de cadres dont les revenus dépassent quinze mille francs par mois. Il est naturel que ceux qui exercent de lourdes responsabilités, qui acceptent de travailler dix ou douze heures par jour à des postes difficiles dans lesquels ils sont irremplaçables, gagnent des salaires élevés. Ce n'est pas dans cette situation que se situe l'injustice sociale. Elle réside au contraire dans les revenus disproportionnés dont disposent des gens qui n'ont pas de ressources connues ou qui vivent de la prévarication, du trafic d'influences, des commissions de toute sorte, en marge de la production et en parasites de celle-ci. C'est cette catégorie de la population ainsi que la pègre professionnelle qu'il faut mettre en dehors des lois et frapper par des moyens particuliers. Et il n'y a qu'un seul moyen de les atteindre, c'est de prendre comme point de départ non la source de leurs revenus qui échappera toujours aux investigations bureaucratiques, mais les effets par lesquels s'exprime leur opulence.

Le recensement de la pègre professionnelle est en grande partie établi par la police. Mais on ne laisse à la police aucun moyen de l'atteindre et de la sanctionner. Les tribunaux, et plus encore les fameux juges d'application des peines, annulent trop souvent par leur mansuétude et leur sensiblerie les résultats obtenus par la police. Les gens catalogués parmi les professionnels de la délinquance et les criminels habituels devraient donc être soumis à des tribunaux spéciaux constituant une filière juridique autonome. Ils ne devraient pas bénéficier de la protection que la loi accorde aux honnêtes gens. Leur train de vie, leurs habitudes de

luxe, les boîtes de nuit, les filières du proxénétisme ou de la drogue qu'ils contrôlent ne devraient pas être à leur égard de simples présomptions de culpabilité, mais elles devraient constituer des preuves à partir desquelles le juge pourrait établir sa conviction et son verdict et qu'il leur appartiendrait de détruire en exposant leurs ressources et en les soumettant au contrôle du juge. Il devrait en être de même de tous ceux qui disposent d'immenses revenus qui ne sont pas justifiés par leur activité économique ou professionnelle ou par la transmission de fortunes patrimoniales. Au-delà d'un certain niveau de fortune sans cause, ce n'est pas par le procédé puéril de l'impôt sur le capital qu'on peut rétablir la justice sociale. C'est uniquement en priant ceux qui réussissent à accumuler des milliards sans justification apparente de rendre compte de leur fortune et des moyens miraculeux par lesquels il se la sont procurée devant des juridictions particulières se prononçant en dehors du droit commun. La justice sociale n'est pas l'oppression d'une classe par une autre, encore moins la paupérisation systématique d'une certaine catégorie sociale : elle doit assurer à chacun la jouissance tranquille des revenus que lui procure son travail, et la sécurité des personnes et des biens.

Ce ne sont donc pas seulement nos lois, c'est tout notre appareil judiciaire qui est, en fait, à refondre et à réformer entièrement.

Il faut faire, pour assurer à la fois la liberté et la justice, le contraire de ce qu'on a fait et que le programme commun nous promet d'aggraver : moins de règlements et de tracasserie, mais un appareil judiciaire souple et diversifié, agissant sur le quantitatif de la fraude et non sur des arguties inutiles et obsédantes. Notre administration dont les principes remontent au premier Empire est conçue de telle manière qu'on ne peut pas dérober trois centimes à l'Etat, mais qu'on peut voler impunément des milliards. En application de cette vérification scrupuleuse des comptabilités, la bureaucratie de l'Etat a réagi à sa manière à l'affinement et à la multiplicité des structures nées de la prolifération du capitalisme anonyme. Elle a multiplié les juridictions, mais au lieu que ces juridictions protègent le justiciable comme

sous l'Ancien Régime, elles ne servent qu'à l'accabler et à l'affoler en donnant aux administrations des droits de contrôle et de sanction *sur chacun*, alors que le contrôle et les sanctions automatiques devraient être réservées aux marginaux de l'ordre social qui y échappent presque toujours. Aujourd'hui, ce n'est plus l'Université et le Clergé qui ont des « franchises » pour protéger leurs ressortissants, ni les corporations et les villes, ce sont les grandes administrations qui ont leurs tribunaux dans lesquels elles décident, tranchent, étant à la fois juge et partie. Les douanes, le fisc, la Sécurité Sociale, demain les P. T. T., l'E. D. F., tarifient autoritairement, condamnent, perçoivent des amendes, accordent des rémissions ou des grâces, constituent, en somme, en marge de la justice leurs propres instances juridiques devant lesquels le justiciable est pratiquement sans défense. Cette végétation judiciaire qui se substitue au fonctionnement normal de la justice envahit aujourd'hui les domaines les plus importants de notre vie privée. Il n'est personne qui n'en soit à quelque degré la victime et ses excès, en particulier ceux du fisc, ont été portés à un tel point que des affaires récentes ont amené une commission parlementaire à s'en préoccuper sérieusement. Cette dictature judiciaire bureaucratique est d'autant plus grave que le rôle naturel du parlement qui était de se saisir de ces anomalies a pratiquement disparu et que, depuis le régime gaulliste, les administrations ont pu s'en donner à cœur joie sans avoir à craindre aucune sanction des représentants des électeurs. En revanche, les voies de fait de toutes sortes se multiplient parce qu'elles sont la réplique naturelle des usagers : elles se multiplient sous la forme de privilèges syndicaux et de pressions syndicales par des usurpations de fait contre lesquelles le pouvoir n'ose pas agir et qui créent en face de la prolifération spontanée de la réglementation une prolifération spontanée des modes de défense pervertis par l'intimidation, les formes sournoises de la violence ou les pressions de toutes sortes. La liberté réelle de chacun est donc laminée entre ces deux mouvements contraires : elle est constamment réduite par les empiètements de la bureaucratie et elle est constamment menacée par l'intimidation des pro-

fessionnels de l'action revendicative. La liberté individuelle ne peut plus être restaurée aujourd'hui que par des régimes d'autorité qui protègent la tranquillité de ceux qui vivent de leur travail et qui ont le juste désir d'en profiter paisiblement. C'est à ceux-là surtout qu'il faut penser car ce sont eux qui constituent la véritable richesse d'une nation.

Il faut donc faire le contraire de ce qu'on a fait jusqu'à présent : diminuer les tracasseries et assurer la protection et la justice.

L'appareil judiciaire a une triple mission, arbitrer les conflits civils entre particuliers et dire le droit en ce qui concerne en chaque espèce l'interprétation des lois ; assurer la sécurité des personnes et des biens et pour cela n'accepter aucune transaction avec le respect de la propriété personnelle et des contrats, mais poursuivre et réprimer toutes les formes du vol, aussi bien les formes de vol parasitaire nées du fonctionnement de la société capitaliste que les formes traditionnelles de la soustraction ; intervenir entre les administrations et les particuliers en substituant sa décision aux usurpations des instances d'arbitrage irrégulières imposées par les grandes unités administratives.

Il y a donc nécessairement dans l'appareil judiciaire trois branches distinctes qui n'ont aucun rapport entre elles et qui devraient correspondre à trois sortes de magistrats, ayant une formation différente.

Nos tribunaux d'instance et nos cours d'appel devraient être chargées uniquement des causes civiles, simplification qui permettrait d'avoir des rôles moins chargée et une justice plus prompte. A ces tribunaux reviendrait également le soin de juger les procès d'opinion et politiques.

La justice pénale devrait être confiée à un appareil judiciaire entièrement nouveau. Elle devrait être administrée par deux séries de tribunaux différents par leur composition et leur compétence. Les uns, placés sous le contrôle, non du ministre de la Justice, mais du ministre de l'Intérieur, devraient connaître du banditisme et des trafics. Les autres, composés de magistrats ayant une formation spéciale, au-

raient pour objet de réprimer les différentes formes de vol nées du fonctionnement des sociétés, des fausses facturations, des fraudes fiscales ou douanières.

Enfin, un autre étage de l'organisme judiciaire devrait être créé, ou plutôt développé à partir des tribunaux administratifs. Il devrait donner naissance à une véritable justice du contentieux ayant des pouvoirs beaucoup plus étendus que n'en ont les tribunaux administratifs et aboutissant à la création dans chacune des grandes unités régionales d'une cour analogue au conseil d'Etat, ayant pour mission, comme celui-ci, de juger en dernier ressort en matière administrative et contentieuse et de fixer la jurisprudence. Ces tribunaux devraient constituer le recours des particuliers contre l'arbitraire des administrations ou celui de l'Etat.

Enfin, au-dessus de ces divers tribunaux, il pourrait exister une cour spéciale de justice financière, non pas déléguée, mais émanant directement du chef de l'Etat, jouant le même rôle que les « chambres ardentes » instituées sous l'Ancien Régime pour combattre les abus qui se reproduisaient périodiquement et destinées à imposer l'arbitrage de l'intérêt général aux groupes ou aux individus trop puissants par leur fortune.

Tels devraient être les principes et les organes d'un Etat nouveau, décidé à assurer la justice et la liberté de chacun devant la loi en renonçant au dogme factice de l'égalité devant la loi.

Maurice BARDECHE.

Guillaume de FERETTE.

La Période Nietzscheenne de Charles Maurras

Je ne crois pas que la morale du christianisme soit la meilleure possible. Je la regarde comme profondément vicieuse en bien des points, et responsable de l'arrêt de l'évolution de l'humanité vers le Beau physique et moral.

GEORGES VACHER DE LAPOUGE.

Il serait hasardeux de s'essayer à déterminer précisément la « période nietzschéenne » de Charles Maurras et de ses amis d'A. F... Pour parer à toute équivoque, mettons que la période définie par M. Jacques Paugam (1), de 1899 à 1908, c'est-à-dire la date de création de la « Revue d'Action Française » et la date de lancement du journal quotidien « L'ACTION FRANÇAISE », peut servir de point de repère. Ceci dit, il est bien évident qu'une analyse s'attachant à connaître la personnalité de chaque rédacteur de la « Revue bleue » serait nécessaire pour servir à une étude complète et approfondie ; mais tel n'est pas notre propos.

De plus, il est nécessaire de s'entendre sur le titre du présent chapitre. Nous n'entendons pas le moins du monde poser Maurras en disciple de Nietzsche. Nous avons esquiss-

(1) Jacques Paugam : « L'Age d'or du maurrassisme ».

sé lors du « Voyage d'Athènes » (1) une légère comparaison dans l'ordre de l'analyse de la société grecque, par Maurras et par Nietzsche, et tout au long de notre propre approche des écrits maurrassiens, nous avons remarqué certaines *affinités* de pensées, mais en aucun cas *d'identités* entre les deux hommes. L'évolution des sentiments maurrassiens à l'égard de Frédéric Nietzsche nous est connue : après avoir été « notre condisciple » (2) Maurras parla de « ce Sarmate ingénieux et passionné ». (3)

Dans les premiers temps de son existence, l'A. F. proclamait : « Nous ne sommes pas des gens moraux ». Maurras proclame encore : (4) « Ni morale, ni immorale, mais bien extérieure et supérieure peut-être à la moralité, vide de toute signification de cette portée, telle est la succession des événements pour le sage ». Comment ne pas penser à la remarque de Nietzsche : « Il n'y a pas de phénomènes moraux, il n'y a que des interprétations morales des phénomènes. »...

L'amitié dont Maurras honorait le poète nietzschéen Hugues Rebell, et le titre de « prince de l'intelligence » qu'il lui décernait attirent davantage l'attention à la lecture de ce texte (5) : « Soyons donc habiles : la lyre d'Orphée est impuissante pour le moment à attendrir les viles brutes qui nous entourent ; saisissons l'épée ou la caducée ; ayons la ruse, pratiquons la violence ; nous devons être tout à tour des combattants, des apôtres, des proxénètes... Que l'artiste ait le culte de l'or. Il ne s'agit point de sacrifier sa pensée, mais de l'imposer. A défaut de protections princières, la fortune reste le meilleur moyen de dominer les hommes ».

Hugues Rebell est aussi un héliéniste fervent, qui s'attache à « l'olympiade immense qui va d'Homère à la Renaissance. » Il trouve à partir de ce fonds culturel de nombreux accords avec Maurras, notamment au sein de l'École romane

(1) Guillaume de Ferette : « Maurras et le voyage d'Athènes » D. O. N° 144.

(2) Charles Maurras : « Enquête sur la monarchie ».

(3) Ch. Maurras : « Quand les Français ne s'aiment pas. »

(4) Charles Maurras : « La Revue Encyclopédique. »

(5) Hugues Rebell : « Union des trois aristocraties. »

dirigée par Jean Moréas où ils iront tous les deux à la recherche du « chant pur des ancêtres ». Il est à remarquer que la Minerve casquée emblème de l'École sera reprise par les publications dépendantes de l'A .F... Elle constitue une puissante source d'inspiration pour Rebell et l'incite à invoquer la force : « C'est vous que je plains, mes amis, vous qui allez peut-être assister, après moi, au triomphe des populations immondes... Il faut vous attendre à voir toute la vermine de la terre unie dans une révolte impie contre ceux qui n'ont pas su l'écraser. La canaille noire va s'allier à tout ce que notre Europe contient d'esclaves et d'affranchis, contre la fière aristocratie. Le travail de ceux qui représentent la sagesse et qui furent les derniers fous a consisté, depuis un siècle, à renverser les digues et les défenses. L'humanité ne pourra de sitôt les rétablir. Avant que la discipline et l'autorité ne viennent sauver la société expirante, des années et des années de honte s'écouleront. Pour vous mes amis, ne perdez pas l'espoir. Souvenez-vous que les Barbares ont déjà renversé les statues, détruit les temples, brûlé les bibliothèques. Un jour arrive où, parmi les ruines, refleurit avec de nouvelles grâces le culte d'Apollon, de Minerve et des dieux familiers » (1).

Maurras décrit les rapports d'Hugues Rebell avec la philosophie nietzschéenne de la manière suivante : « Les études profondes auxquelles s'est livré M. Hugues Rebell sur la philosophie de Nietzsche ont eu le résultat de le confirmer dans la sagesse traditionnelle de nos maîtres de France : après Goethe et Schopenhauer, Nietzsche est un de ces Allemands qui s'oublie volontiers jusqu'à affirmer et jusqu'à prouver la supériorité du modèle classique français sur le génie de leur propre famille ethnique. Ces aveux du Germain furent profitables à M. Hugues Rebell : mais il ne prit à Nietzsche ni l'extravagance romantique des conceptions ni le tour biblique de l'inspiration ». (2)

Maurras manifeste ici trois données fondamentales pour la compréhension de son œuvre propre :

(1) Hugues Rebell : « Le Diable à table. »

(2) Charles Maurras : « L'Enquête sur la monarchie. »

— L'attachement au classicisme français, que l'on peut également trouver chez Nietzsche.

— La haine de « l'extravagance romantique », établie dans « Barbarie et poésie », qu'il considère comme un produit d'exportation germanique et barbare.

— La défiance de tout ce qui touche au monde hébraïque et biblique, tant que le catholicisme n'est pas là pour apaiser ses craintes.

Rebell apporte donc à Maurras un éclairage *ad hoc* de la philosophie nietzschéenne, même s'il ne doit en subsister par la suite qu'un faible souvenir, dans les écrits maurrasiens. Quant aux relations de Rebell avec les milieux de Droite chrétienne, ils sont loins d'être cordiaux, ainsi que l'on peut s'en douter. L'apologie de la force dressée par le poète nantais avec nombre d'allusions au monde païen heurte violemment le concept catholique de paix sociale (que Maurras ne cessera de soutenir quelques années plus tard) ; pour Rebell, il ne s'agit que de la médiocre « tranquillité de l'ordre ».

Le mot de la fin revient sans doute à Rémy de Gourmont qui vit en Rebell un poète « aristocrate et païen ».

Dans « Kiel et Tanger », Maurras note en septembre 1905, au sujet d'un risque constant de guerre européenne : « Ce ne sera pas un monde tranquille que ce monde. Les faibles y seront trop faibles, les puissants trop puissants, la tranquillité des uns et des autres ne reposant que sur les sentiments de terreur qu'auront su imposer les colosses aux colosses. Société d'épouvantement mutuel, compagnie d'intimidation réciproque, cannibalisme organisé ».

Maurras note plus loin : « La civilisation occidentale a fait la faute immense d'armer les Barbares... Telle est la loi des impérialismes contemporains. Ils travaillent et travailleront contre leur commune raison d'être, contre la civilisation, par la simple fatalité de leurs progrès matériels ».

On peut discerner ici l'analyse dialectique nietzschéenne de la puissance et de la liberté. La puissance n'est-elle pas un terme synonyme de liberté ?

Dès lors que les « Barbares » dont parle Maurras décident d'orienter leur destinée à leur convenance, de choisir leur terrain d'action ne donnent-ils pas une preuve de la puissance et donc de la liberté conquise ? En reprenant le mot d'Oswald Wirth, ils sont libres, car ils règnent sur eux-mêmes.

L'idée d'une guerre sainte ou d'une croisade à entreprendre pour la sauvegarde du monde occidental apparaît comme une nécessité à Maurras : « Le monde jaune organisé par le Japon, le monde sémitique ressucité par l'Internationale juive, et ailleurs par l'Islam, nous menacent de furieux mouvements et tout le monde ne néglige pas l'apport intarissable des contingents noirs. Il reste donc bien des croisades à entreprendre ». (1)

En fait, la « croisade » entreprise par Maurras intéresse l'aspect de la religion chrétienne le plus controversé par l'école contre-révolutionnaire : à savoir les « ambiguïtés » du message évangélique.

Très concrètement, Maurras dénonce à la manière de Joseph de Maistre, l'anarchisme latent et les principes de subversion sociale contenus dans l'Ancien et le Nouveau Testament, ainsi que les effets du christianisme et de son Dieu sur le monde contemporain : « Sous la croix de ce Dieu souffrant, la nuit s'était répandue sur l'âge moderne » (1).

Dans « Anthinea », Maurras parle du « convoi de bateleurs, de prophètes, de nécromants, d'agités et d'agitateurs sans patrie » en désignant par là les Apôtres et les premiers chrétiens. Il fustige, dans « Le Chemin de Paradis », les « pauvres oies protestantes et néochrétiennes » disciples du « Christ Hébreu ». Plus tard, il donne à « La Gazette de France » un article intitulé « Révolutionnaire comme l'Évangile » dans lequel il observe qu'« il y a dans l'Évangile de quoi former un almanach du bon démagogue anarchiste. »

(1) « Revue d'Action Française », 1er février 1908.

(1) Charles Maurras : « Anthinea ».

Reprenant le mot de son ami Hugues Rebell, Charles Maurras déclare que « le mérite de l'Eglise catholique c'est d'avoir stérilisé le christianisme. »

Dans « Les Monod », il écrit qu' « On ne peut lire indéfiniment ces textes sacrés sans y respirer quelques miasmes de l'esprit prophétique et millénariste. »

Quant aux Evangiles, ils sont le fait de « quatre Juifs obscurs », le Sermon sur la Montagne et le Magnificat — Maurras parlera du « *venin* » du Magnificat —, les produits des « turbulences orientales » de « la barbarie judéo-chrétienne » ou « des obscurantismes judéo-chrétiens ». « Isaïe et Jésus, écrit-il, David et Jérémie, Ezéchiel et Salomon donnaient par leur exemple et par leurs discours les modèles de la frénésie toute pure » (1).

Robert Launay, ami de Maurras et collaborateur de la « Revue d'Action Française » ne transige par davantage : « Le Sauveur donna quelque peu dans les théories des Esséniens communistes, les déracinés du temps ; mais malgré son dédain pour la Loi, il ne put négliger le legs des ancêtres... De ce fait, ce fut, comme on l'a dit, l'aboutissement des Prophètes. Malgré la scission entre la Synagogue et l'Eglise, le christianisme n'en reste pas moins comme une bouture de la vieille loi. L'Eglise victorieuse conservait les Ecritures et vénérât les prophètes. Elle eut le tort d'étendre ses convictions à toute la juiverie, et de laisser imposer le respect du peuple élu, du peuple de Dieu. Ce mot « respect » n'est pas excessif : voyez le scrupule avec lequel on retrace l'histoire sainte dans les écoles congréganistes ; on s'en rapporte fidèlement aux assertions des logographes de Palestine. L'Esprit-Saint est manifestement citoyen de Judée » (2). L'historien d'Action Française, Jacques Bainville, n'hésite pas à stigmatiser le mythe de l'égalité : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit » est selon lui une sentence « sortie des bitumeuses vapeurs du Jourdain. »

(1) « Revue d'Action Française », tome 1, p. 318.

(2) « Revue d'Action Française », tome IV, p. 1007.

Comme nous l'avons remarqué dès le début, Maurras a souvent recours au conte philosophique pour dévoiler le fond de sa pensée. Dans le conte des « Serviteurs » (1), il décrit les causes de l'inégalité des maîtres et des esclaves : « Les âmes des hommes n'ont pas été tirées de la même origine. Les filles de l'argile ne s'élèveront point au rang de celles que les dieux ont conçues dans les lits de pourpre. » Il va jusqu'à écrire : « Combien d'esclaves-nés de notre connaissance retrouveraient la paix au fond de leurs ergastules dont l'histoire moderne les a follement exilés ! Il faut donc absolument cesser de répandre parmi eux la suggestion de la liberté et leur rendre au plus tôt le bienfait du carcan. »

Ce texte que Maurras n'aurait probablement pas écrit durant la période d'essor du mouvement royaliste, demeure, en revanche, suffisamment édifiant pour ce qui concerne l'esprit des débuts de l'A. F.

Dans le conte intitulé « Les Serviteurs », précédemment cité, dont le héros n'est autre que Criton (2), « nous retrouvons, dit Léon S. Roudiez, un écho de la dénonciation par Nietzsche de l'éthique du christianisme comme étant une morale pour esclaves et la définition de la révolte d'esclaves qu'il a donnée du christianisme lui-même ; on y aperçoit aussi un reflet du dégoût qu'avait Nietzsche pour l'évangile d'amour prêché par le Christ et qui, du point de vue de Maurras, n'est pas à proprement parler l'amour, mais une imitation d'ordre secondaire appelée charité. De plus, « Les Serviteurs » ne forment pas un cas isolé et d'autres ressemblances entre les idées de Nietzsche et celles de Maurras apparaîtront ailleurs (...). Le plus curieux de cet accord entre Maurras et Nietzsche, c'est qu'il faut, en l'occurrence, rejeter toute possibilité d'influence de l'un sur l'autre. Aucune traduction de Nietzsche ne parut en France avant 1892, et les trois articles publiés sur Nietzsche dans les revues en 1888, 1890 et 1891 n'étaient pas de ceux qui

(1) Charles Maurras : « Oeuvres Capitales », tome 1.

(2) Maurras prit, souvent de fois, le nom de Criton. En particulier lorsqu'il intervenait dans un conte philosophique.

auraient pu éclairer les lecteurs sur sa philosophie » (1).

Ce point de vue concernant principalement l'attitude anti-chrétienne de Maurras peut s'expliquer par la chronologie : le conte des « Serviteurs », paru en 1895 (il fait partie d'un ensemble intitulé « Le Chemin de Paradis ») recouvre en fait la période de 1880 à 1886, dont la « nuit du Tholonet » est l'événement marquant. Si le « Voyage d'Athènes » n'a pas effacé dans le cœur et l'esprit de Maurras toute forme d'hostilité à l'encontre de la religion chrétienne — on pourrait assez légitimement soupçonner l'inverse —, la leçon d'harmonie qu'il dégagait de son voyage lui fit certainement comprendre l'illégitimité de telles attaques qui ne pouvaient que favoriser le trouble de l'ordre social.

D'autre part, il est bon de connaître le jugement que Maurras portera sur son œuvre de jeunesse, « Le Chemin de Paradis ». C'est sans indulgence, qu'il considérera le livre ainsi qu'en atteste la préface ajoutée à une réédition de 1920.

Quoique Maurras se soit toujours défendu d'avoir des intentions sacrilèges, ses attaques visant le *faux* Christ de l'Évangile, protestant, révolutionnaire ou tolstoïen, ne pouvaient pas ne pas effleurer, incidemment ou non, la face immaculée du *vrai* Jésus des Écritures. En quelque sorte, l'ironie dont Maurras fit un large emploi dans ses écrits parvint, nonobstant sa volonté, à blesser cruellement dans leur foi de nombreuses âmes chrétiennes.

« C'est un chaud-froid, passablement épicé, mais choquant, vénéneux peut-être » déclarera Maurras, en manière de désaveu, du « Chemin de Paradis ». Cette dernière remarque prouve à l'envie combien l'auteur, acquis à la sérénité, fut sensible à l'idée de ne pas froisser nombre de ses amis monarchistes.

Guillaume DE FERETTE.

(1) Léon S. Roudiez : « Maurras jusqu'à l'Action Française ».

Mary MEISSNER.

Mythes et Réalités

du Communisme et du Capitalisme

Au-delà de leurs divergences de surface, le capitalisme et le communisme partagent la même vision matérialiste de l'homme. L'un exalte la quête du profit, l'autre réduit l'individu à la seule dimension économique. Des deux côtés, cependant, une détérioration de la qualité psychologique de la vie a été enregistrée, dont on ne trouve pas trace au milieu des chiffres concernant soit le produit national brut, soit l'augmentation obligatoire des plans quinquennaux. Alors que depuis l'instauration du communisme à l'Est, la bonne fabrication avait fait place à une production médiocre et de qualité trop souvent au-dessous de la moyenne, on s'aperçoit que depuis quelques 10 ans, le facteur, l'électricien, l'horloger, le bottier, le plombier etc., font moins bien leur travail, avec moins de conscience professionnelle, dans les pays dits capitalistes.

Si l'on regarde en arrière, la bourgeoisie marchande, en prenant le pouvoir a imposé au reste de la société sa conception mercantile de la vie, favorisant ainsi la naissance du marxisme qui accéléra le processus involutif en absolutisant l'élément économique au point d'en faire le moteur de l'histoire universelle. Aussi peut-on penser avec Baugé-Prévost que : « le marxisme est le rejeton du capitalisme, ou avec Thierry Maulnier que le « parasite idéologique du libéralisme bourgeois ».

Et c'est là que tout se rejoint dans une conception économique semblable, où capitalisme et communisme sont des systèmes de production. Jean Montaldo dans son livre « Les Finances du P. C. F. » décrit dans le détail, la façon bourgeoise-capitaliste avec laquelle les membres du parti com-

muniste français, exploitent la crédulité, le bon vouloir, et la subjectivité, pour ramasser des millions de francs dans leurs caisses ou leurs banques. Dans les pays de l'Est, le communisme se nourrit du profit de tous pour tous, dans les pays de l'Ouest, les communistes se nourrissent pour leurs adeptes, aux sources des multinationales, des banques, et de l'Etat bourgeois.

On peut soutenir même que la prétendue opposition capitalisme-marxisme n'est qu'un conflit de génération à l'intérieur du matérialisme. D'un côté comme de l'autre du rideau de fer, le régime politique repose sur une des plus colossales absurdité qu'ait produit la pensée moderne : l'idée égalitaire.

Il va de soi que cette idéologie, répandue dans les classes bourgeoises ne pouvait qu'engendrer sous la forme de l'adaptation du l'égalitarisme marxiste, une accélération de la décadence, tout comme d'ailleurs, au niveau plus spécifiquement économique, le communisme, dépouillant le mercantilisme bourgeois de ses couvertures morales et culturelles, ne pouvait qu'intensifier le processus de la « démonie de l'économie. »

La véritable alternative n'est pas « capitalisme ou communisme », mais « matérialisme et antimatérialisme ». Ce choix devra se faire à tous les niveaux, dans le monde entier, puisqu'aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est un courant contestataire se dessine de plus en plus. C'est là qu'entre en jeu de pouvoir du consommateur, et la clairvoyance des écologistes. Déjà en 1967, 20 % des américains refusaient leur confiance aux grandes sociétés privées. En 1977, cette proportion est passée à 70 %. La même chose peut être dite à propos de gouvernements dans le monde entier. La confiance aveugle se dissipe.

L'américain Ralph Nader est sûr que la récession actuelle va durer longtemps, qu'elle est voulue en planifiée, qu'on habitue les citoyens à accepter un taux de chômage élevé, et qu'une sous-économie est en train de se consolider, composée de millions de chômeurs et de pauvres qui

ne sont plus considérés comme dangereux du point de vue politique. Alors qu'à l'Est, c'est l'État qui est vrai détenteur du pouvoir économique, aux États-Unis et en Europe, ce sont les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés immobilières, les « pétroliers », ces derniers détenant le gaz naturel, le charbon, l'industrie atomique, en un mot la distribution de l'énergie qui manipulent ce pouvoir.

La définition de ces deux courants qui se ressemblent du point de vue économique, est sommairement désignée comme Droite ou Gauche. Il serait temps de redéfinir la signification de droite.

Une des plus belles victoires du terrorisme intellectuel de la Gauche a été d'imposer à l'opinion, une fausse définition de la dite Droite. Elle est devenue synonyme de conservatisme inconditionnel. Elle est censée vouloir tout préserver, y compris le pire. Sa mentalité présumée consiste à sauvegarder à tout prix l'ordre établi. Parallèlement la Gauche s'auréole de toutes les « séduisantes qualités » de l'opposition : courage révolutionnaire, anticonformisme, relâchement des mœurs, égalisation des minorités dans l'intégration, etc. De ce fait, la grande mobilité intellectuelle de notre époque aidant, plus personne n'ose évidemment se dire conservateur, ou de droite. Les nationalistes eux-mêmes refusent l'étiquette se considérant comme déshonorés de la porter.

Julius Evola propose de redéfinir la Droite comme une « tournure d'esprit traditionaliste ». L'homme de droite est celui qui adhère aux valeurs dont on trouve l'empreinte dans toutes les grandes civilisations indo-européennes : prééminence du politique, de l'éthique, et du culturel sur l'économique et le social, nécessité de l'aristocratie (au sens ethymologique grec « de gouvernement des meilleurs »), reconnaissance des valeurs héroïques comme critère de l'élite, refus du matérialisme.

C'est seulement par les caprices de l'histoire, et la déformation voulue d'une certaine gauche, que la Droite a fini par être confondue avec le conservatisme bourgeois. Car la Droite, en bref, se reconnaît de façon générale à son

traditionalisme, par opposition à la gauche où se rejoignent toutes les idéologies antitraditionnelles : libéralisme bourgeois, socialisme marxiste, anarchisme.

Passons maintenant aux nationalistes qui eux, tout en exaltant certaines valeurs traditionnelles — notamment sur le plan éthique — se présentent ouvertement comme socialistes. Ils sont un mélange d'idées de droite et d'idées de gauche. Mao, Proudhon ou Bakounine sont des nationalistes révolutionnaires et sont regardés pourtant avec sympathie et une incontestable bienveillance.

Si tout n'est pas mauvais dans l'anarchisme de gauche, ou le socialisme non-marxiste, il faut se méfier de la dictature soviétique. Il faut d'ailleurs aussi se méfier de la dictature économique américaine, qui, sournoisement, fait main-basse sur les postes clés des institutions commerciales, militaires et même gouvernementales.

En refusant l'étiquette de nationalistes, les patriotes, font le jeu du terrorisme intellectuel qui les accusent de fascisme, de xénophobie, ou même de nazisme. Le meilleur moyen d'éviter ce malentendu n'est ni de reprendre l'étiquette stupidement à son compte, ni de vouloir la fuir à tout prix, mais de la redéfinir dans l'optique traditionaliste, et répéter qu'aujourd'hui s'impose la nécessité de restaurer les valeurs nationales, ce qui constitue une entreprise audacieuse, folle et nullement certaine.

L'évidente faillite du capitalisme et du marxisme ou communisme, démontre aux esprits lucides, que la logique aujourd'hui se trouve dans la révolution de droite, retournant au nationalisme que l'on appellera révolutionnaire.

Maulnier prône le dépassement du nationalisme non pas « à contre-courant », mais dans « le sens de l'histoire », par une alliance avec le socialisme. Une telle alliance permet au nationalisme de se débarrasser de son contenu bourgeois libéral, démocratique, conservateur. En contrepartie, le contact du nationalisme permet au socialisme de se vider de ses fâcheuses tendances judéo-marxistes : lutte de classes, mystique du prolétariat élu, messianisme, internationalisme.

Cependant, depuis quelques années, la problématique de la lutte des classes s'est considérablement estompée sous l'effet du progrès social pour faire place à une autre problématique bien plus importante, celle des ethnies. Le réveil des parties charnelles est le grand fait social de l'après-guerre. Il s'explique par de multiples causes : volonté de l'individu de s'enraciner dans sa région par réaction contre l'anonymat des grandes cités industrielles, contestations des découpages artificiels résultant de traités conclus sans consultation préalable des peuples, révolte contre les abus centralisateurs des gouvernements.

En Europe ce malaise se complique par le fait que les différents Etats concilient la diversité et l'unité, dans une concrétisation politique des cultures, des traditions, des nombreuses activités de l'esprit offrant au futur ses cathédrales gothiques, ses peintures où l'on voit les condottieri renaissants, ses épopées d'Homère ou de Roland, de Prométhée ou de Faust, qui ont formé une métaphysique de l'Europe.

Par opposition l'Etat totalitaire déformé par la dictature du prolétariat, qui anihile la diversité par l'attraction vers le bas, hypertrophie l'appareil étatique et de ce fait s'oppose à la tradition européenne. Mais dans les deux cas, il s'agit d'un égalitarisme théorique destiné à masquer la domination réelle d'une pseudo-élite : (bureaucratie policière d'un côté, marchands et démagogues de l'autre), formée d'adeptes d'une vision matérialiste de la vie et d'une conception de l'homme qui fait appel à ses instincts les plus bas. Les nationalistes révolutionnaires se doivent de combattre avec la dernière-énergie pour sauver l'Europe et sa culture.

Cela demande de l'héroïsme. Mais là aussi, il y a lieu de choisir la bonne voie. Car l'héroïsme traditionnel est maîtrise des instincts matériels, dépassement de l'individu vers des formes supérieures d'existence, élévation vers des valeurs spirituelles, participation à une vie plus haute. En revanche l'héroïsme moderne prend racine dans les instincts de violence et d'agressivité. Les électeurs s'excitent périodi-

quement à propos de cette violence et se laissent mobiliser par les politiciens qui promettent de rétablir la loi et l'ordre. A part les hold-ups, les rapt, les viols, etc. il y a la pollution de l'air par les automobiles et les usines, la pollution des fleuves, des lacs et des mers qui tue plus de monde par année que les bandits détruisent la propriété privée, ou la vie. La violence est faite aux populations des pays industrialisés qui se fait subrepticement, sous la forme de mercure, de cadmium, de manganèse, de particules radio-actives. Nous vivons un drame darwinien. A partir du XIXème siècle, la biologie exerce une influence considérable sur la philosophie politique. Le darwinisme a servi d'alibi à la bourgeoisie montante. Les nantis du capitalisme ont eu recours à la science pour justifier leurs privilèges sociaux.

Mais dans tout cet édifice matérialiste, on oublie trop souvent l'esprit qui est l'aspiration à des formes de vie plus hautes, donnant à l'individu la capacité de dépasser la partie matérielle de son être. C'est pourquoi on sent un réveil des minorités mieux adaptées à ce renouveau et plus sensibles à cette violence les agressant de toutes parts. Pour essayer de sortir l'individu de ce marasme politico-economico-social, il faudra, il faut déjà beaucoup d'héroïsme, d'abnégation et de courage. Il faudra de la force pour n'être attiré ni à gauche, ni à droite, mais suivre cette voie intermédiaire que les nationalistes rêvent d'ouvrir pour un avenir meilleur dans un environnement moral et matériel plus sain.

Mary MEISSNER

Pierre HOFSTETTER.

Mythes du Tiers Monde

Né de la débâcle de la décolonisation, que Jacques Soustelle (dans une « Lettre » à ses victimes) a jugée « l'un des épisodes les plus catastrophiques, les plus déshonorants et les plus stupides de l'histoire de l'Occident », une sorte de magma monstrueux semble toujours plus préoccuper les hautes instances internationales, au point que le nouvel hôte de la Maison Blanche a même décidé d'en faire l'un des fondements de sa politique étrangère.

Désignation habituelle de ce phénomène : tiers monde.

Masse informe, sans tête ni contours géographiques précis, quel est-il ?

« S'il nous fallait fournir une définition du terme « Tiers Monde » à l'Académie française, répondait le journal « Militant » en juin 1973, nous proposerions celle-ci (qui n'aurait aucune chance d'être acceptée) : partie du monde qui, de façon permanente, sollicite l'assistance de l'autre partie. »

Ajoutant cette constatation :

« Le Tiers Monde, c'est tout ce qui n'est ni blanc ni jaune, à savoir l'Inde, le Moyen Orient, l'Afrique (moins l'Afrique du Sud et la Rhodésie) et tous les pays latino-américain où l'emportent les éléments noirs et indiens. »

En fait, a précisé depuis Henry Peyret dans le « Nouveau Journal », « une centaine de pays représentant deux milliards d'habitants. »

Dont la spécialité des dirigeants (généralement des despotes s'étant élus présidents « à vie » ou des psychopathes du genre Idi Amin Dada) est, justement, une sollicitation

d'assistance permanente, qui tourne depuis peu à la revendication vociférante, avec l'appui du Machin onusien et de technocrates encroûtés dans leurs thèses ineptes comme ceux du Club de Rome.

Ces spécialistes de la sébile, pour justifier leurs réclamations souvent accompagnées maintenant de chantage, suivant l'exemple des potentats arabes enrichis par le pétrole, invoquent ad nauseam une prétendue « exploitation colonialiste » dont leurs pays auraient souffert.

Premier mythe à dissiper.

Dans la « National Review » de New-York du 25 avril 1975, Erik von Kuehnelt-Leddin y a magistralement contribué :

« Le Tiers Monde prétend que, s'il avait été épargné par la dégradation du colonialisme, il aurait produit une civilisation matérielle au moins égale à celle de l'Ouest. Si l'homme blanc ne les avait pas conquis, l'Inde, l'Afrique Noire et Bornéo fourmilleraient ainsi d'Einstein, Freud, Marconi, Benz, Roentgen, Fokker, Braun, Bessemer et Edison ! Or, des régions non colonisées comme le Népal, le Bhoutan, l'Ethiopie, l'Afghanistan, ou l'Arabie, pour ne pas mentionner la Chine, n'ont pas, en fait, eu le bonheur de posséder en pléthore des génies scientifiques. L'accusation connexe, selon laquelle les colonisateurs cherchèrent à refuser leur savoir à leurs possessions d'outre-mer, est également absurde. Quand le Congo belge fut prématurément décolonisé, il avait deux universités avec grandes écoles. Les Espagnols commencèrent à fonder des universités dans leur colonies dès le XVIème siècle, et les Britanniques en firent autant en Inde et en Afrique. Des missionnaires dotèrent des territoires d'outre-mer d'innombrables écoles et hôpitaux. »

Autre rappel, à propos d' « exploitation colonialiste » : entre 1908 et 1960 les Belges investirent 260 millions francs or au Congo mais n'en obtinrent en retour que 25 millions. Fait que, apparemment, semblait ignorer M. Giscard lorsque, en août 1975, en visite au Zaïre (l'ancien Congo belge

retombé en négritude), quand il déclara hautement que « les pays développés doivent apprendre à partager. »

Sur un ton encore bien plus acariâtre, une brochure de propagande pour le tiers monde, publiée en 1970 à Cambridge, proclamait carrément : « Nous primes le caoutchouc de la Malaisie, le thé de l'Inde, des matières premières dans le monde, et avons donné presque rien en échange. »

« Ce qui est pratiquement le contraire de la vérité », a rectifié P. T. Bauer, professeur d'économie à l'Université de Londres, spécialiste des problèmes des pays sous-développés. « Ce sont les Britanniques qui apportèrent, de la jungle de l'Amazonie, le caoutchouc en Malaisie, où il n'y en avait pas, ni nulle part en Asie, jusqu'à il y a environ une centaine d'années, et ce sont eux également qui introduisirent, en provenance de Chine, les plantes à thé en Inde. Et, de même encore, avant que la Côte-de-l'Or (Ghana) et le Nigéria ne deviennent colonies britanniques, il n'y avait là-bas aucun cacaotier. »

Ni, d'ailleurs, quoi que ce soit d'autre.

« En fait, remarque le professeur Bauer, l'industrie britannique n'a pas drainé les richesses du Tiers Monde, elle les a créées. »

Exemple :

« La Malaisie, région faiblement peuplée, de hameaux et villages de pêche, fut transformée à la fin du XIXème siècle et au début du XXème, grâce à l'entreprise occidentale et l'immigration de Chinois et d'Indiens (rendue possible par cette entreprise) en un pays-centre des industries mondiales du caoutchouc et de l'étain, avec de grandes villes dotées d'excellentes communications, et une population de millions de Malais, Chinois et Indiens à longévité plus élevée et un bien plus haut niveau de vie que précédemment. »

*
**

Autre mythe à dissiper, celui de la pauvreté endémique de ce tiers monde, dont est naturellement blâmé l'Occident,

qui l'aurait saigné à blanc par son exploitation. Puis la gauche internationale et subversive de lancer le ridicule slogan des (pays) « pauvres opprimés par les riches. »

En réalité, dans ce magma tiers-mondial figurent quelques-uns des pays les plus riches du monde.

Comme l'Inde, son morceau géant.

Dans son livre « Le Celtisme », le Dr Jacques Baugé-Prévost a remarqué : « De même qu'autrefois, l'Inde est toujours l'un des pays les plus riches du monde. Si ironique que cela puisse sembler, il n'y a pas de véritable disette dans ce pays. Il est peu de gens qui se rendent compte que c'est l'un des territoires les plus favorisés de la planète quant aux terres cultivables, au cheptel (approximativement un quart du bétail mondial), aux ressources naturelles telles que l'eau et les minéraux. »

« Et pourtant, ajoutait-il, nous y trouvons des millions d'affamés. Que voyons-nous encore ? L'analphabétisme, le fatalisme, la décadence et la régression, la mortalité infantile généralisée et la maladie ; les gens végètent dans une misère incroyable, dans une saleté et une puanteur qui enveloppent tout comme dans un brouillard épais et visqueux... »

Or, il est bien évident que ce déroutant tableau d'un pays extrêmement fortuné, ce n'est pas la conséquence de quelque « exploitation colonialiste », non ; mais celle de la décolonisation, de l'arrivée au pouvoir d'autocrates imbus de marxisme — grandes gueules, comme Nehru, mais dépourvus de la moindre compétence.

Le départ des Anglais, la fin du « British Raj », sous lequel les Indiens vivaient infiniment mieux, ce fut donc le retour, très général, d'un « végétarisme morbide, un ascétisme aliéné et une sous alimentation massive », comme l'a écrit Baugé-Prévost. En outre, un culte de la vache demeuré triomphant. Et puis, les rats, environ deux milliards et demi. Fort bien nourris, grâce aux envois américains de céréales et grains (des centaines de tonnes, durant des années).

Le mythe de la prétendue pauvreté du tiers monde (due à l'Occident) a ainsi suscité, dès l'après-guerre, la mise en marche d'un programme d'« aide à l'étranger » devenu progressivement, au cours des ans, toujours plus énorme. Avec, en tête des pays donateurs, les Etats-Unis, record des records : plus de 220 milliards de dollars en trente ans. Soit mille dollars par Américain.

Quels en sont les résultats ? En fait d'aide proprement dite, tout cela n'a servi à rien, l'état général des populations tiers-mondiales a peu changé, quand il n'a pas empiré, et Louis Rougier, dans « Le génie de l'Occident », expliquait très bien pourquoi : « Pour créer des richesses, il faut d'abord créer des hommes entreprenants. Pour créer une culture, il faut des esprits curieux et novateurs. Aucune aide n'est efficace, si elle s'adresse à une pâte humaine sans levain. » A quoi un commentateur londonien ajoutait : « La vraie source de toute richesse n'est pas le charbon, le pétrole, le fer ou le bois, mais l'intelligence créatrice. »

*
**

Dès lors, pourquoi maintient-on, contre toute raison valable, cette onéreuse « aide à l'étranger », régulièrement accrue, et dont le contribuable fait les frais ?

La réponse, curieusement, fut fournie par un homme bien placé pour la connaître (il a été haut fonctionnaire à l'ONU et participant de la conférence sur le commerce et le développement), Tibor Mende : « La tentative louable qui consiste à favoriser le développement dans la moitié économiquement arriérée du monde a donné naissance à un complexe administratif et universitaire de dimensions insoupçonnées. Se répandant dans les pays riches, comme dans les pays pauvres, il est devenu en vingt ans l'une des plus vastes industries du monde, qui procure des moyens d'existence et une carrière à plus de gens qu'aucune des sociétés internationales géantes. »

Bref, un formidable racket, cette « aide à l'étranger. »

Ce que confirme, à sa manière, le professeur Thomas Sowell, un Noir, de l'Université de Californie :

« Pour parler carrément, le pauvre est une mine d'or. lorsqu'il a été étudié, conseillé, expérimenté et dirigé, il a permis à plus d'un libéral de classe bourgeoise d'émarger largement aux fonds de l'Etat. »

Et comment procèdent les spécialistes du tiers monde pour influencer de naïfs Occidentaux ? « Nous produirons, disait l'un d'eux, n'importe quelle statistique qui nous permette d'obtenir le plus d'argent possible des Etats-Unis. »

Politiquement, ce racket a aussi des conséquences calamiteuses que Russell Lewis, dans le « Mail », a justement relevées :

« Le principal effet de cette aide est souvent de soutenir de mauvais gouvernements pratiquant une politique économiquement aberrante ou inhumaine, à l'instar de celui de Nyerere en Tanzanie, avec son cruel et désastreux programme de collectivisation forcée des villages tribaux, impliquant habituellement l'incendie des maisons de ces villages. »

Le collectiviste Nyerere n'en bénéficie pas moins, en effet, de l'aide massive de la Banque Mondiale de Robert Strange Mc Namara.

L'élan des pionniers civilisateurs ? Epoque bien révolue, en effet. Nous ne sommes à celle de la pesante masse du tiers monde. Et à celle aussi, comme disait Soustelle, où domine plus que jamais, dans l'ombre, « le froid calcul des banquiers. »

Pierre HOFSTETTER.

Michel PELTIER

FAIRE L'EUROPE ?

MAIS LAQUELLE ?

« Comment Cupidon fait-il ? Quel secret
« a-t-il pour ne point sortir de l'enfance ?
« C'est que, se moquant du sérieux et du
« solide, il s'en tient uniquement au badi-
« nage.

ERASME — *Eloge de la Folie.*

Notre fin de (XXème) siècle sera marquée, à défaut de pensée *politique* originale, de principes philosophiques qui en soient, par la primauté de *l'action* pour l'action ; et parmi les « activistes » les plus conséquents, les terroristes. Chaque jour, les gazettes se font l'écho — parfois obligeant voire rémunérateur — des *desiderata* de « Septembre noir », des « Brigades rouges », et de multiples associations spécialisées dans le rapt, la rançon et le crime. On détourne, on séquestre, comme aux plus beaux jours des « grandes compagnies » de jadis ; mieux même, on entoure ce genre d'activité — rentables — d'un vague « contexte » politique ou idéologique, et les docteurs ès-philo, ès-morale, se penchent gloutonnement sur les motivations « profondes » des Mandrins et autres Cartouches du temps. Cette « geste politique » fait que, peu ou prou, on associe systématiquement au sein du grand public *tous* ceux que l'on qualifie de « trublions ». Les européistes n'échappent pas à cette règle — surprenante — de logique ; on les désigne sous le vocable *d'ultra-européens*, et les régionalistes, de « séparatistes ». La boucle est bouclée, et la *gent* cocorisante, satisfaite.

Sans être particulièrement de nature pessimiste (on ne se refait pas, comme dit Mme Pipelet ! — je ne suis pas de ceux qui parient volontiers sur une Europe construite à cours terme, c'est-à-dire sur une *véritable Europe*, supranationale et, enfin, réunie selon ses entités naturelles, les ethnies. Nous avons eu l'Europe « des patries » à la sauce gaullienne, celle des marchands de navets et de pinard, celle, plus inattendue, de « l'eurocommunisme », et nous aurons, à peu près sûrement, celle des technocrates, et celle des partis par le truchement du parlement qui sera élu sous un an. En fait, d'Europe il n'est pas (encore) question pour le moment...

L'Europe, qu'elle soit considérée sur un plan confédéral ou fédéral par les plus optimistes d'entre nous, possède déjà une dizaine de parrains historiques qui vont des Celtes à Adolf Hitler, en passant par les Romains, Charlemagne, les ducs de Bourgogne, Napoléon 1er et — eh oui ! — Victor Hugo. Dans un excellent ouvrage (paru aux Presses de la Cité) et intitulé *Les SS de la Toison d'or*, Saint-Loup faisait l'historique d'une Europe bourguignonne revue et corrigée par un certain pangermanisme datant du IIIème Reich, et dont le promoteur était Léon Degrelle. Pour des raisons qu'il serait trop long — et hasardeux — de discuter ici, cette Europe-là ne put voir le jour et le rêve du chef rexiste s'écroula dans une sorte de *Götterdämmerung apocalyptique* dont, près de quarante années, après, les exégètes n'ont toujours pas fini de débattre. Des hommes comme Guy Héraud, Alexandre Marc, Bernard Voyenne, Yann Fouéré, Hans Zorn, Olier Mordrel, Paul Sérant, Max Richard, pensent, malgré leurs opinions parfois divergentes sur des points de détail, qu'une *Europe fédérée* selon un processus de réunion — de réunification — des entités ethniques serait la solution la mieux *adaptée* aux impératifs et aux possibilités de notre époque. Ces hommes sont tous, et chacun à leur manière, des hommes sincères et — tant pis pour les « ligne-bleue-des-Vosges » — des patriotes confirmés, même s'ils sont — ou *ne sont* que — des *patriotes européens*. Car ce qui importe en ce XXème siècle finissant, c'est de construire et non plus de détruire comme

nos aînés — disons la grosse majorité d'entre eux — de 1914 et de 1939 l'ont fait, « la fleur au fusil ! ».

Leur conception de l'Europe fédérée — titre générique — a un avantage qui me semble déterminant : elle est intelligente et, surtout, généreuse. Ils font fi des diverses formes de préjugés, de mesquineries, de *rentabilité*, pour aller à l'essentiel qui est l'union (ou la réunion) ; ils tournent le dos aux vieilles conceptions nationalistes et jacobines pour concevoir une Europe débarrassée des frontières établies à coup d'annexions et de conquêtes ; leur « quête » est, avant tout, anti-centralisatrice.

Il pourra m'être reproché — et je le conçois fort bien — de mélanger les hommes et les genres pour mieux argumenter en faveur d'un fédéralisme européen, mais ce qui compte à mes yeux de cadet — ou de « conscrit » — c'est la volonté, même exprimée différemment, de sortir des vaines querelles qui, en quelques décennies, ont littéralement pourri l'idée d'une Europe des régions naturelles, querelles alimentées en dehors d'eux, et contre eux, est-il besoin de le préciser ?

*
**

Bien sûr, beaucoup se réjouissent à l'idée qu'un parlement européen existera, un parlement élu directement au suffrage universel ; là encore, restons prudent quant à l'enthousiasme montré par les uns et par les autres. A cela, deux raisons : 1° l'accouchement au forceps dans certaines assemblées nationales — en France surtout ! — du principe de cette élection. 2°) l'impréparation totale des peuples européens quant à l'élection dudit parlement qui, trop souvent, est présentée comme une élection « ordinaire » devant déléguer obligatoirement les représentants des *grands partis* qui se qualifient eux-mêmes de « représentatifs ». Nous connaissons, pour notre part, trop bien « nos » gaulistes et autres communistes pour savoir que, députés nationaux ou européens, ils demeureront, avant tout, des gaulistes et des communistes, c'est-à-dire, pour les premiers,

des adeptes d'une « France seule », et, pour les seconds, des émissaires de Moscou. Ils seront davantage l'équivalent du *cheval de Troie* introduit dans ce parlement en devenant, que des défenseurs de l'idée européenne. Nous pourrions même craindre que leur « adhésion » ne soit qu'une façon d'agir délibérément, demain, dans le sens d'une Europe-de-l'Atlantique-à-l'Oural, si chère à De Gaulle et à ses alliés « objectifs » du Kremlin. Ne nous leurrions pas : ni les gaulistes, ni les communistes, n'ont *intérêt* à ce que l'Europe politique naisse — même sous la forme actuelle du nouveau-né en couveuse. M. Chirac et ses *barons*, d'une part, parce qu'ils verraient fondre comme neige au soleil un électorat tenu en laisse à l'intérieur des frontières, M. Marchais, ses *camarades* et les futurs *spetz* (1), d'autre part, parce qu'ils savent mieux que quiconque qu'une Europe existant dans les faits ne pourrait que l'être contre Moscou ! Et le chœur commun de chanter comme dans *Eugène Onéguine* de Pouchkine : « Pourtant le bonheur était si « possible, si proche...

En guise de conclusion, constatons que les véritables européens — ou européistes — se comptent en minorité ; ne mettons pas sur le compte d'une volonté européiste quelconque l'agitation ni les discours actuels de la plupart des hommes politiques ou des fonctionnaires de la Communauté ; disons, hélas ! que cette *apparence* d'activité pro-européenne nous fait plutôt songer à une fourmilière qui vient d'être bouleversée ; chacune des fourmis cherche, avant tout, à récupérer de quoi manger pour les reines qui, pendant ce temps, fécondent, fécondent...

Michel PELTIER.

(1) **Spetz** : nom donné aux fonctionnaires et officiers tsaristes ayant accepté, après 1917, de servir le régime communiste.

M. GUIBAL.

A la Bretagne

et à la Vendée

Lorsque passant la Rance, nous franchissions ton seuil, Dol-de-Bretagne, tes tours coiffées de sombre, après Vitré, Fougères, nous replongeaient d'un coup au centre des grands âges.

Il nous semblait que nous entrions dans l'ultime réserve, dans la patrie intacte ; que tes mehirs dressés, tes rocs battus des vents avaient fait bonne garde, veillant sur tes croyances et sur nos traditions.

Saint-Malo ses remparts, Morlaix ses vieilles rues, Saint-Brieuc et sa baie, Quimper sa Cathédrale, Combourg et son passé... Nous nous disions : la France enfin ! La France est toujours là !

Le grand Bé émergeant au loin de ses embruns devenait à nos yeux un message, un symbole. De Nantes, le vaisseau de l'église dessée veillant le roi tué faisait oublier les horreurs de Carrier.

Enfants, nous avons lu Féval... la fée des Grèves ; puis Tristan et Yseult, dont la blondeur longtemps nimba notre jeunesse... Nous aimions tes bruyères. Nous aimions tes grands bois. Nous aimions tes grands hommes.

Mais plus que tes grands hommes et ta bruyère rose, c'était l'âme des tiens que nous aimions en toi : leur courage, leur soin aux choses de la mer, aux travaux de la terre, leur main et leur béret quand sonnait l'« Angélus »... Toutes les choses aimées de la France d'antan, il nous semblait que tu nous les avais gardées de loin...

(Bien sûr ! ton cidre doux, et tes jeunes servantes allant entre les tables, nous les aimions aussi ! Mais à la Table Ronde, non à la table d'hôte ! restaient nos préférences). Plus que ton granit roux et ta bruyère rose, c'était les choses d'âme que nous aimions en toi. Plus que Carnac et ses menhirs, plus que Locmaria et son dolmen géant, c'étaient tes processions, tes montées en Calvaire, tes Paroisses en Pardon que nous aimions... !

Plus qu'à Paimpol et ses falaises... ! Plus qu'à Rohan et du Guesclin, plus qu'à Dinan et Josselin, c'était à tes croyances qu'allaient nos préférences ; à ton acte de foi dans la pierre érigé. De tout... c'était ta Foi que nous préférions. C'était ta Foi, Bretagne ! que nous aimions en toi !!! ...Qu'allons-nous devenir ? Que vas-tu devenir, toi, qui n'avais servi deux maîtres à la fois, si tu mets maintenant l'or en balance avec ta Foi ?...

Fidélité gardée aux choses du terroir, honnêteté, conscience... Ne fallait-il pas qu'une de nos provinces au moins les incarna pour qu'il n'y eut Nation ?... qu'une de nos provinces put s'en porter garant, en être la caution aux autres moins gardées, pour qu'il y eut Nation ?

Naguère tes enfants sont allés sur les mers pour fonder des empires... Aujourd'hui n'est-ce pas plutôt au sein de nous qu'il faut porter le soin ? qu'il faut ré-insuffler au grand corps du pays ce que tu es la seule encore à incarner, pour qu'il retrouve une âme, et reste une Nation ?...

De Vendée, nous savions d'Elbée, Cathelineau, La Rochejaquelin ; Frotté, Charette enfin... Noms qui claquaient pour nous comme autant de drapeaux... ! — La Croix, le Lys, par eux sauvés alors, nous ne mettions rien au-dessus.

Bretagne et toi Vendée ! vous aviez refusé alors de dire oui à la Constitution Civile du Clergé. Vous aviez refusé alors de dire oui à la Constitution Civile du Clergé...

Qu'advient-il de nous désormais, si, après l'Armorique, le Bocage à son tour amenait les couleurs ?... Qu'advient-il de nous, si vous aussi, les Vendéens ! vous « amenez » ?

De loin, pourtant, des voix diverses, l'une tout récemment et de Paris étant, s'étaient levées pour rappeler aux jeunes le respect du passé :

« Il importe de tolérer dans le présent une assez forte dose du passé. Une nation ne peut partir de zéro et renoncer à tout ce que les générations précédentes avaient bâti. Les monuments eux-mêmes sont des symboles durables. La Révolution russe a conservé le Kremlin et le palais de Léningrad. La Restauration puis la République ont gardé les meilleures institutions de l'Empire : les préfets, le Conseil d'Etat, l'Université, la Légion d'Honneur. Que votre génération aît la même sagesse (...). Ne pas mépriser les Maîtres du passé, s'ils « ont survécu c'est qu'ils méritaient de survivre... » (André Maurois) (1).

Avant lui, du Midi, une voix avait tonné du haut de la tribune :

« Vous êtes attachés à ce sol par ce qui vous précède et par ce qui vous suit, par ce qui vous créa, par ce que vous créez, par le passé et par l'avenir, par l'immobilité des tombes et le tremblement des berceaux ». (J. Jaurès).

Un autre encore avait retenti du haut dans ce sens du sommet de la chaire :

« Notre Patrie c'est le sol qui nous a vu naître, le sang et la maison de nos pères, le souvenir de notre enfance, nos traditions, nos lois, nos mœurs et notre religion. » (Lacordaire).

« Religion »... le mot lui-même aurait été, après Voltaire (2) dit-on, repris par Bernard Shaw : le Voltaire Irlandais « France... ! Terre de Saints et de Martyrs... ! (3).

Par Péguy enfin :

« Heureux ceux qui sont morts pour une juste cause
Couchés dessus le sol à la face de Dieu. »

(1) « Lettre ouverte à un jeune homme ».

(2) « Plus je vais plus j'y songe et moins je puis penser que cette horloge marche et n'ait point d'horloger ».

(3) « Jeanne d'Arc ».

N'est-ce point pour vous, les Bretons, les Chouans ! pour Charette, d'Elbée... qu'il écrivit ces mots... ?

*
**

La Croix dernier Saint Graal depuis la mort du Lys... La croix, ses bras étendus sur le Monde, n'est-ce point ce autour de Quoi naquirent vos chaumières, se groupèrent vos villes... ?

Saint-Malo, Saint-Brieuc, faudra-t-il rayer, changer leur nom ? Et Sainte-Anne-d'Auray son ossuaire ? Ou Saint Thégonnec son Saint Sépulcre... ? Ou tout ce qui commence chez vous par « La Chapelle », par « Notre-Dame »...).

Et les ports qui jalonnent vos côtes ! leurs phares ange-gardien de ceux qui sont en mer : Saint-Michel-en-Grèves, Saint-Jacut-en-mer, Saint-Cast, Saint-Quay, Saint-Gildas, Saint - Efflam, Saint-Jean-du-Doigt, Sainte - Marguerite... Allez-vous les débaptiser aussi... ? Allez-vous les rayer de la carte marine !!!

Ou Saint-Mathieu, Saint-Adrien, Saint-Guérolé, Saint-Nic, Saint-Côme, Sainte-Anne-la-Palud ? Ou, en continuant encore la courbe vers le sud : Saint-Tugen, Saint Gnénolé, Sainte-Marine, Saint-Cado, Sainte-Barbe, Saint-Pierre-de-Quiberon ? Et tous les autres encore en descendant la côte jusques à Saint-Nazaire... ? (Et sans parler de tous vos Saints de l'intérieur !).

La Croix, dernier Saint Graal depuis la mort du Lys... liers de maisons, ces centaines de bourgs qui, pour se par-rainer, chez vous, s'étaient choisi, non un nom historique ou de géographie, mais bien un nom de saint !

Dire non à la croix serait aussi dire non à tant de choses de vos vies : la robe blanche des communiantes... Mais la bénédiction des fiançailles ? Mais celle des anneaux pour le jour du mariage ? Mais le baptême, le voyez-vous sans église, sans prêtre... Et l'onction des mourants aux jours de deuil... ? — Supprimer la croix c'est aussi les priver de cela : l'Espérance ; du seul bien subsistant dans le cœur des mourants.

(Et la conscience professionnelle ! Que peut devenir l'Economie d'un pays d'où la conscience professionnelle est bannie ? Ou les mœurs d'un pays dont la conscience morale est bannie ? Ou la vie — (le tourisme) — dans un pays où la criminalité progresse de ce que la religion régresse).

...Tout cela qui, sinon vous, peut le rendre au pays... ?
« Le peuple français né d'un acte de foi sur le champ de bataille, dit Lacordaire, s'est toujours souvenu de son origine, et n'a cessé de combattre pour l'Eglise depuis quatorze cents ans. La France est catholique par la triple force de son histoire, de son esprit de dévouement et de la clarté de son génie ; elle ne cessera de l'être qu'au tombeau. »

Votre « *semper fidelis* », votre « *potius mori...* » quand aura-t-il eu à se manifester de façon plus décisive ?

Tout ce que porte d'humain le mot chrétien, tout ce qu'il contient d'humanisme insurpassable, puisqu'il assure une conception globale de la vie tant maternelle que spirituelle, si la voix populi s'élevant de chez vous ne ne rejus-
tifie aux votes de demain, qu'en subsisterait-il chez nous ?

Tout cela — Finistère, dernier cap de l'Occident chrétien ? — touche aussi par la France au Monde de demain.

« La vocation des races chrétiennes, dit encore Lacordaire, c'était de répandre la vérité, d'éclairer les nations moins avancées vers Dieu, de leur porter au prix du travail et au hasard de la mort les biens éternels : la foi, la justice, la civilisation. »

C'est entre vos mains, Français de Bretagne et de Vendée que paraît devoir se situer le choix. « *Il n'est pas vrai que l'avenir soit entièrement déterminé.* »

Il n'est pas vrai que la France soit seulement le pays des Idées : elle a été par vous celui des croyances. Il n'est pas inéluctable qu'elle devienne celui du confort ménager et des arts menagers puisqu'elle a reçu votre Idéal; qu'elle devienne celui du « déshonneur » par démission, par désa-

veu, puisqu'elle a eu vos saints (4).

Il n'est *pas pensable* que la « droite » puisse ne plus avoir droit de cité au pays des Missions ; de Saint-Louis et de Jeanne d'Arc ; de Sainte Geneviève ; de Vincent de Paul ; ...au pays de Saint Bernard, ou de vos centaines de saints de Bretagne... au pays qui, par dizaine de milliers, s'est donné des croix sur le bord des chemins ou des lieu-dits à nom de saint.

« Il n'est pas vrai que l'avenir soit entièrement déterminé » Je vous rappellerai, dit pour finir Maurois, quelques règles aussi anciennes que la Civilisation, qui restent vraies malgré les techniques nouvelles et les philosophies nihilistes. La première c'est qu'il faut vivre pour autre chose que pour soi (...) La seconde c'est qu'il faut croire à la puissance de la volonté. *Il n'est pas vrai que l'avenir soit entièrement déterminé* (...) Quatrième règle, je vous proposerai la fidélité. Fidélité aux promesses, aux contrats, eux autres, à soi-même. Il faut être de ceux qui ne déçoivent jamais. »

Fidélité au « *semper fidelis* » ...Qui sait alors si ce qu'on peut prendre pour un combat d'arrière-garde ne pourrait en devenir un d'une autre sorte.

Des âmes en attendant prieront; prieront vos héros morts Vendéens ! prieront vos saints Français de la Bretagne...! « Les cendres des martyrs sont précieuses germes ». ...N'est-ce pas un des vôtres qui écrivit cela... ? Toute une part de la patrie — rappelez-vous comme elle a pleuré déjà pour l'Algérie — garde ses yeux... son cœur tournés vers vous. —

M. GUIBAL.

(4) « Ou l'Europe rentrera dans la lumière de l'Évangile qui lui avait donné ses institutions et elle en recevra le glorieux patrimoine ; ou persévérant dans l'orgueil d'une raison trompée, elle continuera de repousser Jésus-Christ victime d'une corruption qui ne cessera de s'accroître, elle s'en ira de chimère en chimère, et de chute en chute, au regard des générations qui n'ont plus d'autres libertés que celles du déshonneur. »

(Lacordaire « Sixième et dernière conférence ». De l'influence de la vie religieuse sur la vie politique. »

Au dossier de l'histoire de la "Résistance"

Quelques exécutions des "Maquis Bernard"

15 Juin - 11 Août 1944

Avant le 15 juin 1944, ces maquis ont procédé à quelques exécutions dans la forêt de Rochechouart et dans la forêt d'Etagnac (le 1er juin : trois prisonniers allemands, une jeune fille anonyme et l'adjutant de gendarmerie *Pierre-Léon Combas* (X) ; le 12 juin : deux cheminots allemands, le chauffeur *Sylvain* et l'horloger *Vignéras*).

Après le 11 août 1944, ces mêmes maquis ont procédé à de très nombreuses exécutions dans d'autres régions que celle qui nous intéresse ici et qui est, en gros, celle du château de Pressac, situé près de Chabanais (Charente).

Sur les 72 ou 73 cas ci-dessous énumérés, on compte 14 femmes dont l'une a été fusillée dans sa robe de mariée et dont l'autre, âgée de 22 ans et mère de deux enfants, a été fusillée alors qu'elle était enceinte de 7 mois. Le plus vieux des fusillés a été un paysan de 77 ans, et le plus jeune, un écolier de 16 ans.

Les noms suivis d'un (X) sont ceux de personnes en faveur desquelles leurs familles ont obtenu, après la guerre, la mention « Mort pour la France ».

- 15 juin *Mme Chevalier*, St-Maurice-des-Lions, s. p., 53 ans.
- 17 juin *Mme Beaumatin*, Exideuil, institutrice, 33 ans.
- 17 juin *Général Nadal*, Chantrezac, Général de Brigade, 65 ans.
- 17 juin *Marcel Nadal*, Chantrezac, étudiant, 22 ans (fils du précédent).
- 20 juin *Charles Besson*, Chabanais, directeur d'école, 46 ans. (Un ou plusieurs de ses anciens élèves dans le peloton d'exécution).
- 20 juin *Antoine de Cazes*, Verneuil, prop. terrien, 43 ans.

- 20 juin *Charles Schwieck*, Verneuil, 21 ans.
 - 20 juin 1 soldat allemand anonyme, Verneuil.
 - 26 juin *Marie-Charles Soury-Lavergne*, Rochechouart, importateur, 74 ans. (Sa femme sera fusillé le 24 juillet pour avoir protesté contre cette exécution).
 - 26 juin *Pierre V...*, St-Junien, ouvrier, 33 ans. (Maquisard accusé de vol).
 - 27 juin *Pierre, dit Juilen, Sardin*, La Péruse, menuisier. (Abattu).
 - 27 juin *Mme Steiner*, Roumazières, s. p. 31 ans.
 - 27 juin *Michel Steiner*, Roumazières, marchand ambulancier, 45 ans.
 - 27 juin *Jean Steiner*, Roumazières, manœuvre, 20 ans.
 - 27 juin *Albert Steiner*, Roumazières, manœuvre, 19 ans.
 - 27 juin *Jean Bauer*, Roumazières, marchand ambulancier, (Frère de *Mme Bauer*).
 - 28 juin *Auroyer*. (Sans autre renseignement).
- Ces cinq personnes appartiennent à la même famille.*
- 28 juin *Alfred Desplanques*, Suris, métayer, 43 ans. (Père de 8 enfants).
 - 30 juin *Mme Gingeot*, St-Junien, libraire, 35 ans. (Ses deux pieds coupés).
 - 30 juin *Marie-Louise Texeraud*, St-Junien, employée de bureau, 48 ans.
 - 30 juin *Henri Charles*, Roumazières, directeur d'usine, 45 ans.
 - 30 juin *Serge Bienvenu*, Roumazières, comptables, 39 ans.
 - 4 juillet *Régis Trillaud*, Roumazières, horloger, 34 ans.
 - 4 juillet *Gaston Louis*, Nice, franc-garde de la Milice. (Convoyait des couvertures).
 - 4 juillet *Raymond Auxire* Confolens, 19 ans.
 - 4 juillet *Germain Demontoux*, St-Maurice-des-Lions, commis, 24 ans.
 - 4 juillet *Georges Maillet*, St-Junien, ouvrier, 24 ans.

- 4 juillet *Georges Maillet*, St-Junien, ouvrier, 42 ans. se de *Georges Maillet*).
- 5 juillet *Maurice Verger*, Vayres, cultivateur, 36 ans.
- 5 juillet *Françoise Armagnac*, ép. *Pénicaud*, Exideuil, 26 ans. (Petite-nièce de Sadi Carnot, Président de la République, assassiné en 1894 ; arrêtée le 4 juillet par Nathan après la messe de mariage ; fusillée en robe de mariée).
- 6 juillet 1 inconnu. (Corps roulé dans une couverture au pied de la tour des prisonniers du château de Pressac).
- 6 juillet 1 inconnu. (Tête écrasée de coups ; même endroit ; confusion avec le précédent ?).
- 7 juillet *Siméon Israel*, Manot, empl. de ch. de fer, 42 ans.
- 9 juillet *Mme Lévêque*, St-Laurent-de-Céris, s. p. 65 ans. (« L'infirmière »).
- 10 juillet *Auguste Sibert*, Loubert, marchand de bestiaux, 29 ans.
- 11 juillet *Henri Malga*, Rochechouart, ouvrier, 43 ans.
- 12 juillet *Raoul Chevalier* (X), Maisonnais, juge de paix, 60 ans.
- 12 juillet *Maurice Aubert*, Montembœuf, notaire, 31 ans.
- 12 juillet *Jacques de Maillard*, Chassenon, prop. terrien, 50 ans.
- 13 juillet *Jean Jonquet*, Etagnac, restaurateur, 63 ans.
- 13 juillet *François Destempes*, Chabanais, secr. de mairie, 49 ans. (Mort sous la torture).
- 13 juillet *Léonard, dit Adrien, Saumon* (X), Maisonnais, sabotier. (Ancien maire de tendance socialiste).
- 16 juillet 1 inconnu. (Corps roulé dans une couverture derrière la ferme du château).
- 16 juillet *Pierre Carlin* (X), Brigueil, meunier d'huile, 25 ans. (Appartenait au réseau de Résistance « Action R3 »).
- 16 juillet *Mme Noël*, St-Junien, infirmière, 35 ans.

- 16 juillet *Eugène Ecoupeau*, Magnac-sur-Touvre, ajusteur, 21 ans.
- 18 juillet *Mme Baatsch*, Exideuil, s. p., 45 ans.
- 18 juillet *Henri Fabre*, Roumazières, radio-électricien, 42 ans.
- 18 juillet 1 jeune inconnue, originaire de Rouen.
- 18 juillet *Pierre Sauviat*, adjudant de gendarmerie en retraite, 61 ans. Chabanais.
- 18 juillet *Sylvain Vignaud*, Confolens, contrôleur de céréales, 58 ans.
- 20 juillet *Gaston Devoyon*, Chabanais, menuisier, 50 ans.
- 20 juillet *Amédée Devoyon*, Chabanais, menuisier, 45 ans. (Frère de *Gaston Devoyon*).
- 21 juillet *Ferdinand Gisson*, Chabanais, grainetier, 60 ans. (Adjoint au maire ; abattu).
- 24 juillet *Jean Codet-Boisse*, Oradour-sur-Vayres, expl. forestier, 28 ans.
- 24 juillet *Pierre Sadry*, Rochechouart, pâtissier, 60 ans.
- 24 juillet *Mme Soury-Lavergne*, Rochechouart, s. p., 57 ans. (Mari exécuté le 26 juin).
- 27 juillet *Angel Besson*, Roussines, chauffeur de car, 24 ans.
- 27 juillet *Mme Besson*, Roussines, s. p., 22 ans. (Epouse d'*Angel Besson* ; mère de deux jeunes enfants ; enceinte de 7 mois) .
- 29 juillet *Eugène Pannier*, Manot, prop. terrien, 54 ans.
- 30 juillet *Jacques Labuze*, St-Junien, études de méd. terminées, 30 ans.
- 30 juillet *Mme Lagarde*, Etagnac, s. p., 24 ans. (« La belle Manou »).
- 31 juillet *Yvon B...*, Limoges (?), 17 ans. (Dénonciateur de maquisards ?).

- 4 août *Paul Corbiat*, Montembœuf, cultivateur prop., 77 ans.
- 4 août *Jacques Londeix*, originaire de Bordeaux, écolier, 16 ans.
- 6 août *Gustave Nicolas*, Chasseneuil, commerçant, 47 ans.
- 11 août 1 inconnu. (Trouvé à 150 m à l'est du cimetière de Vayres).
- 11 août *René Barbier (X)*, Alloue, prop. terrien exploitant, 37 ans.
- 11 août *Aloyse Fritz*, Rochechouart, adj. de gendarmerie, 43 ans.
- 11 août *Pierre Marot*, Rochechouart, mar. des logis de gendarmnerie, 34 ans.
- 11 août *Jeanne Lamothe*, Chantilly (Oise), sténo-dact. 19 ans.
- 11 août *Jean Paillard*, Rochechouart, voy. de commerce, 45 ans.
- 11 août *Georges Remondet*, Confolens, lieutenant retr. 54 ans.

*
**

Cette liste a été dressée par les soins de M. FAURISSON, Maître de Conférences à l'Université Lyon-2, 18, quai Claude-Bernard, 69365 LYON CEDEX 2. Elle figurera, avec d'autres listes, dans un ouvrage à paraître sous le titre de *Les « Bavures ». Chronique sèche de 78 jours d' « Epuration » (1er juin — 17 août 1944) dans quelques communes du Confolentais.*

M. FAURISSON invite tous ceux qui le voudront bien à se mettre en rapport avec lui pour lui signaler les erreurs ou les omissions de cette liste et pour lui communiquer renseignements et documents qui intéresseraient son sujet.

M. FAURISSON, par la même occasion, invite à la prudence toute personne physique ainsi que toute personne morale, de droit public ou de droit privé, qui, par ses propos, discours, écrits ou actions, le contraindrait d'avoir recours à la loi.

Des exemplaires de cette liste sont envoyés à des instances juridiques et administratives ainsi qu'à des groupements et associations.

Fait à Paris, le 15 juin 1977.

R. FAURISSON

LA LETTRE DU CERCLE CULTURE ET LIBERTE

Directeur politique : ERIC DE HERST

LA LETTRE DU C. C. L. est la seule publication à offrir, chaque mois, et indépendamment des a priori culturels et politique à la mode, une vision cursive des événements dominants de l'actualité européenne.

Elle ouvre volontiers ses colonnes à des personnalités du monde politique et journalistique soit à la faveur d'un entretien, soit à l'occasion d'une tribune libre.

Une Europe libre ne verra le jour qu'à partir d'une information libre de tous les citoyens.

En favorisant notre développement, c'est l'Europe que vous construisez.

ADRESSE : Georges Gondinet B. P. 405 16 - 75769
Paris cedex 16.

Spécimen gratuit sur demande.

Problèmes de l'opposition nationale en Allemagne

Nous reproduisons ci-dessous un article de Günter Bartsch paru dans le n° 33 de la revue allemande Criticon (Janv.-Fév. 1976) qui fait le point sur les luttes de tendances à l'intérieur du NPD (National Demokratische Partei Deutschland), le plus fort parti du camp national de RFA.

Cet article souligne les problèmes tactiques évoqués dans notre précédent numéro. Il montre que ces problèmes ne sont pas propres uniquement aux partis français et italiens, mais qu'on les retrouve partout. Ils sont nés du caractère composite des mouvements d'opposition nationale où se retrouvent à la fois des conservateurs et des nationaux-révolutionnaires. Ils témoignent aussi de la contradiction entre le désir d'efficacité et les exigences doctrinales.

C'est au début de 1964 que le paysage politique a commencé à changer en RFA. Une des premières conséquences fut la fondation du NPD le 26.11.64, soit trois semaines avant les troubles étudiants de Berlin-Ouest. Née au cours d'une période particulièrement favorable, il devait rassembler rapidement un effectif jeune et nombreux.

Au Congrès de Karlsruhe (juin 1966), le parti comptait déjà 19000 membres et avait remporté de notables succès électoraux : Erlangen 6,3 %, Neustadt-Holstein 8,4 % et Massholm 15,8 %. Thielen, son président d'alors (que von Thadden devait par la suite évincer), qualifiait son parti de « pôle de rassemblement des forces nationales » et son vœu le plus cher était de pouvoir reprendre en mains une jeunesse élevée dans un esprit libertain.

Mais la mise en place des structures ne se fit pas en un jour ; tandis que les jeunes de la branche universitaire (le NHB) commençaient à s'organiser dès janvier 1967, une conférence tenue à Weinheim en décembre de la même année ne faisait qu'établir une directive de travail pour les nationaux démocrates et c'est seulement en 1968/69 que naquit véritablement un organisme qui tenait le milieu entre le simple cercle de travail (dépendant entièrement du parti) et le mouvement de jeunes (entièrement autonome). Cette situation se prolongea jusqu'en 1972, date à laquelle le mouvement de jeunesse put enfin élire son propre président. Mais à ce moment-là, le NPD déclinait pour la troisième année consécutive, et ce furent les jeunes qui essayèrent d'enrayer puis de stopper ce recul.

A peine en possession d'une semi-autonomie, ils s'attelèrent donc à créer leurs propres journaux, et ceci non seulement au niveau des Länder c'est-à-dire des régions, mais encore au niveau des cercles : ceux, très actifs, de Lemgo et de Bielefeld, eurent les leurs. Ces journaux, ils se nommaient « *Umbruch* », « *Wendepunkt* », « *Fanal* » « *Die Zeitbombe* », et il y en eut jusqu'à 25 ! Toutefois, seuls ceux qui dépendaient de la direction fédérale atteignaient les forts tirages et connurent une large diffusion.

Le Bureau Fédéral publie aussi un organe consacré à la recherche théorique du nom d' « *Alternative* », que tous les adhérents reçoivent gratis et qui touche un faible cercle de lecteurs en dehors du parti, si bien qu'il est difficile de parler de « périodique » au sens propre du terme.

« *Alternative* » est le fruit d'une conception ayant trait à l'action idéologique, déjà présente lorsque, en 1971, *Martin Mussnug* devint président du NPD (succédant ainsi à von Thadden), et qui était défendue par le « *Kirchainer Kreis* », un cercle semi-oppositionnel auquel appartenaient quelques dirigeants de la branche des Jeunes. Ce périodique devait servir d'une part à attirer les militants déçus et, d'autre part, il devait jouer le rôle de forum pour jeter les bases d'un nouveau nationalisme.

D'après les termes mêmes d'une déclaration du Kirchainer Kreis, il s'agissait de remplacer l'idéologie du NPD par une idéologie plus convaincante. À cet égard, la tentative avait six ou sept ans de retard, car les jeunes nationaux-révolutionnaires travaillaient déjà depuis 1964-1966 à élaborer une telle idéologie (qu'ils introduisaient d'ailleurs par le biais de leurs publications dans les cercles de jeunes du NPD).

De fait, c'est à l'un de leurs théoriciens, Hartwig Singer, que l'on doit le manifeste de l'A. N. R. (*Aktion Neue Rechte*), organisation née en janvier 1972 d'une scission du NPD, et dont le Dr Pohlmann fut l'auteur. Singer avait exercé une influence non négligeable sur la jeunesse, tout au moins en qualité de compositeur de ballades et de protest-songs.

Toutefois, ce n'est qu'en janvier 1973, à l'occasion d'un séminaire fédéral des groupes de jeunesse, que s'affrontèrent diverses thèses qui s'étaient déjà exprimées dans le premier numéro d'*Alternative*. On y voyait voisiner les thèses conservatrices-révolutionnaires de *Krauss*, l'actuel président des groupes de jeunes, celles nationalistes et sociales de *Deckert* (actuellement président-adjoint du NPD), celles nationales-révolutionnaires et socialistes-européennes de *Ohl* et enfin celles socialistes-allemandes de *Stolp*.

Caractère commun à toutes les thèses : elles prenaient leur distance par rapport aux « thèses de Düsseldorf », qui dataient de 1973 et qui étaient le programme officiel du NPD.

Lors du Congrès du parti, en octobre 1974 à Munich, Günter Deckert critiqua publiquement ces thèses de Düsseldorf.

Ainsi donc, la Branche des Jeunes du NPD, les JN (Junge National-Democraten), a pris le relais du Kirchainer Kreis et tente à son tour de créer un nouveau pôle de rassemblement des militants mécontents. Cette tentative est des plus nécessaires afin que le parti puisse mener à bien ses luttes électorales, car la vieille garde commence à s'essouffler.

*

**

La gauche traite carrément les JN de « Jeunes Fascistes ». Il faut souligner le caractère outrancier d'une telle dénomination.

En réalité, il existe CINQ courants dans la Branche des Jeunes : Les voici :

1°/ Le courant « hitlérien » (NDT : Je traduis exactement le terme de Bartsch, mais je pense que cette dénomination est forcée, certains éléments du national-socialisme me semblant absents des écrits que j'ai pu lire de Deckert : l'antisémitisme par ex...) Il conviendrait de nuancer et de préciser).

2°/ *Le courant National-Conservateur*, qui défend à fond la ligne officielle du parti.

3°/ *Le courant National-Européen*, lié aux revues « *Mut* » et « *Nation-Europa* », qui luttent pour une Europe indépendante des deux blocs et un ordre économique à base corporatiste.

4°/ *Le courant « Socialiste-Allemand »*, pour qui le « socialisme » consiste essentiellement en ce que l'individu est issu de la communauté et doit se tenir prêt à la servir.

5°/ *Le courant National-Révolutionnaire*, qui, européen, défend « un socialisme à l'occidentale », dont les thèses se rapprochent de celles de la *Sache des Volkes/NRAO* de Bürre ou de celles de la SVB (Solidaristische Voksbe-wegung) qui est le mouvement Solidariste dirigé par Lothar Penz.

**

On retrouve ces différents courants, bien que plus faiblement exprimés dans le NPD lui-même. Il faut encore ajouter un petit groupe du parti qui remplacerait volontiers l'actuel président *Mussnug* par le chef des Chrétiens-Sociaux de Bavière (CSU) *Franz-Josef Strauss*. Pour cette fraction, le NPD devrait se fondre au sein d'une entité plus vaste, en l'occurrence le quatrième parti de RFA, dont elle constituerait le noyau solide.

C'est avec cette fraction que *Mussnug* a fait alliance, alliance de circonstance il faut le préciser, afin de museler les extrémistes.

Et c'est sur cette frange pro-CSU que s'appuya le *Dr Frey* lorsque, en juin 1975 il adhéra à la surprise générale, au NPD... après avoir longtemps refusé, et avoir fondé son propre parti la DVU (Deutsche Volksunion).

Cette soudaine volte-face éveilla chez les JN suspicion et hargne et toutes les tendances s'accordèrent avec un bel ensemble à refuser l'entrée de Frey à la NPD.

Lorsque, en octobre 1975, Frey entra au Bureau Fédéral, des voix s'élevèrent pour faire respecter le vote intervenu, rappelant que tout refus serait considéré comme une mise en question de l'autorité du parti.

C'est à ce moment-là que la tendance nationale-révolutionnaire se mit en vedette. Lors du Congrès des JN, tenu fin octobre 1975 à *Hagen*, elle avait déposé une proposition demandant que la branche des Jeunes devienne complètement indépendante du NPD, « afin d'éviter qu'elle soit anéantie par des réactionnaires à la Frey », avait déclaré *Manfred Ohl*, Président Fédéral Adjoint des JN et responsable pour la Westphalie.

Cette proposition trouva grand écho... et modeste soutien, la majorité des JN ne pouvant imaginer une branche des Jeunes coupée du parti ; elle fut donc repoussée par 22 voix et 8 abstentions.

La même nuit, les 13 oppositionnels se réunirent à Wuppertal. Ils déclarèrent quitter et le NPD et les JN, ne voyant plus désormais de possibilité de continuer à y travailler. C'est cette fraction qui fonda à Soest, le 14.12.1975, le NRB (Nationalrevolutionärer Bund), c'est-à-dire l'Alliance Nationale-Révolutionnaire.

Quante militants et observateurs, venus du Rhin-Westphalie et de la Basse-Saxe participaient au Congrès constitutif. D'après des informations de son bureau, le NRB posséderait déjà six groupes de base, et recruterait principalement des éléments jeunes qui refusent d'adhérer aux JN parce que la branche des Jeunes dépend du NPD.

Conséquence de la scission : le bureau des Jeunes ne représente plus en fait la totalité du mouvement. Il continue toutefois à se proclamer « national révolutionnaire » et traite les scissionnistes de « national bolchevistes ». En réalité, ce qui a prévalu au Congrès de Hagen, c'est la ligne « national conservatrice ».

Le désir de Mussgnug de voir élire Frey président-adjoint a été contré par la candidature de Deckert.

Le bureau des jeunes joue ainsi un rôle double : il représente à la fois la fidélité au parti et l'opposition dans le parti. Pour combien de temps encore ?

Bien que disposant de 3500 adhérents, la branche des Jeunes n'en vit pas moins des heures difficiles ; déjà les premières fissures se font jour : le nombre des militants a diminué du dixième et la reprise des cartes tourne au cauchemar.

L'habile tacticien qu'est le nouveau président *Winfried Krauss* pourra peut-être servir de lien entre toutes ces tendances, mais il y a gros à parier que les divergences vont reparaître et aller s'accroissant.

Il faut rappeler que c'est à cause de Frey qu'autrefois Von Thadden a quitté le NPD, et que ce fut pour le parti une irréparable perte. C'est également à cause de Frey que les nationaux-révolutionnaires ont fait scission.

La position de Mussgnug n'est renforcée qu'en apparence. En fait, une nouvelle crise dans la direction du NPD a déjà commencé et elle menace d'être bien plus profonde et bien plus durable que la précédente. D'autant plus que Mussgnug ne jouit parmi les JN que d'un respect des plus limités.

Günter BARTSCH.

Traduit de l'allemand par Buxières d'Aillac.

Liberté : Un Mot-Piège

« La liberté est le droit de faire
« tout ce que les lois permettent.

Montesquieu

Il se nomme Durand. Il a vingt ans et vient de trouver un emploi. Questionnaire de l'employeur, déclaration à la Sécurité Sociale, à une caisse complémentaire de retraite, visite médicale obligatoire, voilà, au minimum, ce que Durand va subir *avant* même que cet emploi lui soit confirmé.

Si Durand en a les moyens, il achètera une automobile : dossier d'assurance, carte grise et, bien sûr, permis de conduire. Depuis plusieurs années, il possède une carte d'identité, avec empreintes digitales ; son percepteur n'ignore rien de lui ni de ses revenus, car Durand est un salarié...

Un jour, il voudra devenir propriétaire d'un appartement : dossier bancaire, traites, etc...

Malgré cet imposant faisceau de renseignements — les plus intimes — Durand est cependant considéré comme un libre citoyen de notre libre Occident. Un citoyen de la société libérale avancée. Son entrée dans la vie active l'aura toutefois transformé en être fiché pour le reste de son existence, en « aliment » pour les ordinateurs administratifs et privés. Durand est coincé.

Durand est pourtant un citoyen « normal » qui ne fait pas de politique, n'a jamais participé à aucun complot — contre l'Etat — ni « hold-up » ou rapt d'enfant. Il est cependant mis en carte et si, d'aventure, il brûlait un feu rouge, tout serait prêt, du côté du ministère de l'Intérieur pour le « situer » rapidement et l'appréhender aussitôt.

Toutes les sociétés, me direz-vous, sont calquées sur ce modèle ; l'administration et la sécurité des nations nécessitent que l'on prenne ce genre de précautions et, ajouterez-vous, tout dépend de ce que l'on fait de la fiche classée au nom de Durand ?

Nous n'en savons rien, en vérité, ou nous ne savons que ce que le ministre intéressé veut bien dire, ce qui revient au même. De toutes façons, Durand ne pourra jamais vérifier en personne et devra se contenter des explications fournies, de temps à autre, par quelques Excellence à la sortie d'un Conseil des ministres, un point, c'est tout.

Demain, si l'émeute éclatait, il pourrait se retrouver derrière des barreaux sans savoir pourquoi. Il suffirait, selon la nature des vainqueurs, qu'il ait été classé « chrétien », « intellectuels », « breton », « maso » ou, tout bonnement, non-conformiste, et ce par un fonctionnaire anonyme et irresponsable — par fonction — ayant eu à subir, ce jour-là, une scène de ménage, une crise de foie, ou, plus grave encore, qui n'ait pas su se servir de la machine à perforer les fiches destinées à l'ordinateur. Doit-on appeler cela arbitraire seulement ?

Nous ne sommes pas ici dans le domaine de la fiction, qu'on veuille bien se souvenir des « arrestations préventives » qui émaillèrent le gaullorillat, un et un bis, ainsi que les récentes « purges » effectuées dans les milieux régionalistes. Pourquoi donc Durand échapperait-il à la règle commune ?

Le « fichier » est une institution ancienne, et l'automatisation — ou l'informatique — l'a transformée en méthode implacable sous ses allures de gadget. Pourquoi s'en priverait-on ? N'a-t-on pas dit et répété que le Progrès de la Science conditionnait celui du genre humain ? Qui pourrait affirmer que, si libéral qu'il puisse être, le politicien devenu ministre — au choix — n'éprouve jamais la tentation de se servir d'un ordinateur, ne serait-ce que pour se « distraire » ? Durand proteste-t-il ? On lui oppose aussitôt la nécessité qui est faite au pouvoir de surveiller les hors-la-loi, les casseurs, les braqueurs, que sais-je encore, et on

évoque — à point nommé — l'odieux enlèvement et le meurtre d'un enfant pour contraindre le bon peuple à « admettre » les mesures prises.

— Monsieur Durand, vous n'êtes pas Pierrot-le-Fou et vous n'avez rien à craindre si vous n'avez rien à vous reprocher ? Alors ?... Impeccable logique. Le commissaire (de Police) est, parfois, bon enfant, mais le commissaire du Peuple ? Si, après les élections législatives de 1978, Place Beauveau, venait s'installer un « camarade » nommé-là par F. Mitterrand, que se passerait-il ? L'hypothèse est moins absurde qu'on le pense en général, car F. Mitterrand ne pourrait pas refuser un « grand ministère » à ses alliés, et l'Intérieur est l'un de ceux qu'ils lorgnent avec gourmandise, et nous savons pour quelles raisons ?

En dehors de cette hypothèse, il n'est pas du tout impossible que les agents du P. C. aient pu noyauter les services d'informatique de la Police, indépendamment des fonctionnaires-techniciens qui se déclarent apolitiques et qui serviraient avec autant d'efficacité un gouvernement de gauche.

— Voyons... Durand ? Il a participé à un voyage en groupe aux Etats-Unis, camarade commissaire, il a passé deux années de suite ses vacances en Espagne, et il est allé une fois en URSS...

— Suspect à arrêter ! A coller dans la division « espions » ! Ne riez pas, c'est ainsi que débutent toutes les épurations. Ce monde « fou » est celui de la peur et de l'informatique.

*
**

De l'informatique, oui, mais de l'information, non. Les chevaliers de la « Pub » ont beau clamer sur tous les toits et à tous vents — c'est le cas de le dire — que la publicité est de l'information, la liberté accordée au consommateur quant à ses choix est illusoire. Il achète ce qu'on lui offre à grand renfort d'images polychromes et de slogans répétés à l'infini, mais nullement ce qu'il voudrait acheter. Le consom-

mateur moderne est tellement conditionné qu'il ne saurait plus concevoir d'achats sans le recours à des références publicitaires — annonces, catalogues, ou « ventes à l'essai ».

Sur le plan des loisirs, il est tout autant « pris en charge ». Les « clubs de vacances », les grandes marques d'automobiles, les organisations « gastronomiques », les compagnies d'aviation, les marchands d'appareils photo et de caméras, de vêtements et de skis, ont imposé leur loi qui consiste à *vendre* avant tout, et à vendre en gagnant un maximum d'argent. La détente ? La culture ? Le simple plaisir de la promenade ? Pas suffisamment rentables. A condamner.

Pour les amateurs de cinéma — dont nous sommes — le programme hebdomadaire des salles obscures est affligeant : porno et films-« choc » se partagent la vedette, soutenus par une publicité — radiophonique et télévisée — intensive ou par une *fausse* campagne de dénigrement qui est encore, et toujours, de la publicité.

A notre époque où le « virus » est roi, les marchands de pilules et de gélules font fortune. Au moindre éternuement ou bobo, Diafoirus prescrit de quoi soigner un bataillon au « patient » ; nous avons parfois l'impression que les prescriptions médicales sont alignées sur l'état des stocks pharmaceutiques. Que le malade essaie de refuser la liste imposante des médicaments qu'on lui ordonne de prendre, ou qu'il insiste pour l'obtenir, le résultat sera le même : il achètera, et jettera les trois-quarts de ce qu'il a acheté et que la Sécurité Sociale lui remboursera de façon notable.

*
**

Immatriculé, catalogué, testé médicalement, recensé, Durand n'emploie que les produits dont les fabricants peuvent se permettre un matraquage publicitaire en règle. Le soir, à la maison, Durand allumera son poste de télévision : là on lui dira ce qu'a été la journée par le truchement d'un journal qui attire beaucoup de monde car il est animé et n'exige aucun effort tel que celui de lire. Durand avalera,

pêle-mêle, tout ce qui lui sera offert, et ne sera pratiquement jamais en mesure de trier le vrai du faux, le subjectif de l'objectif. Il croira parce que « l'image ne peut mentir » et, de ce fait, croira également le commentateur chargé de présenter la séquence. Il aura, ensuite, l'impression de se cultiver en regardant quelque fadaise théâtrale montée pour le plus grand nombre, car « l'indice d'écoute » est à la télévision ce que sont les sondages d'opinion pour tout homme politique : des baromètres de popularité ou de non-popularité.

Si Durand possède encore un peu de cet esprit critique sans lequel aucun homme ne peut véritablement vivre, peut-être, alors, sourira-t-il en entendant le président ou un quelconque ministre affirmer que tout ce qui a été réalisé depuis un certain nombre d'années, l'a été pour le bien des citoyens de ce pays. Mais, question primordiale, Durand possède-t-il encore le sens critique ?

Agressé chaque jour qui passe par le bruit devenu, à notre époque, la principale caractéristique de notre « civilisation », abruti de « conseils » prodigués par les stations de radio commerciales, faussement « euphorisé » par les fallacieuses promesses du tiercé, bousculé dans les transports en commun ou coincé dans quelque embouteillage monstre, Durand n'est plus, psychiquement et physiquement, en état de réagir contre l'accablante dictature qui a fait de lui un simple numéro parmi d'autres, un homme en train de devenir robot. Il lui faudra, bientôt, un « programme » pour continuer à exister — si l'on peut dire — un programme qui lui sera injecté par des cartes perforées, comme pour le grand « frère », l'ordinateur.

Je rêve, souvent, d'une vaste panne d'électricité qui priverait notre planète d'énergie pendant plusieurs jours afin d'aider les hommes à reprendre pied, à leur faire mesurer la part énorme de contraintes et de bluff en tous genres qui leur a été imposée depuis la naissance de la « fée » en question. Je pense même qu'il y aurait, alors, un recul très marqué de la bêtise, de l'avachissement de l'espèce, un regain des qualités naturelles de l'homme, car nous avons fran-

chi le seuil du « non-retour » de l'entière dépendance à la machine, et si cette machine est un « beau jouet » pour certains, peu parmi nous savent encore rire, respirer, marcher, courir ou... aimer.

— Vous oubliez les bienfaits en voulant dénoncer les méfaits ! diront beaucoup de personnes — mais vous ne rejetez nullement le progrès lorsqu'il vous permet de faire ce que vous voulez, voire de soigner vos proches ou vous-mêmes ?...

Ce qui est parfaitement logique, mais où s'arrête la notion de progrès pour chacun d'entre nous ? À la lampe électrique, au poste de télévision, à l'ordinateur ? Le progrès réel devrait être déterminé par la possibilité — ou l'impossibilité — qu'a l'homme de le maîtriser afin de s'en servir, et non pas d'en devenir le serviteur, ou l'esclave. J'appelle progrès un bloc opératoire, mais j'appelle barbarie le fait d'accumuler des millions de voitures automobiles dans nos rues et sur nos routes ; j'appelle bienfait la progression technique des moyens de production de la littérature, de la musique, mais j'appelle méfait celle des sous-produits du genre. Tout, en fait, est question de qualité, et une existence qui s'appuie sur ce critère ne sera jamais une existence vaine.

*
**

Le citoyen Durand ne sera plus, demain, que le numéro 41.507 habitant le bloc 12 de la zone 401, et il sera, ainsi, plus aisé aux gardiens-statisticiens, le soir venu, au pied des miradors, de compter leur troupeau. Une fois tout le monde rentré, on mettra l'ordinateur en marche, et les gardiens pourront enfin se consacrer à leurs statistiques. Il n'y aura pas plus d'évasions ici qu'il n'y en avait dans le Goulag à l'époque d'Ivan Denissovitch ; l'idée en sera devenue impossible, impensable.

Fiction ? Le fruit de lectures mal digérées de Wells, de Burgess ou d'Orwell ? Volonté d'apeurement systématique ? Non. Ce qui n'était que « roman » du temps de Jules Verne est devenu, aujourd'hui, réalité, ne l'oublions pas et les

apprentis-sorciers qui ont voix au chapitre se montrent excités par ce genre de constatation ; qu'ils aillent un jour prochain se perdre pour toujours dans quelque lointaine galaxie n'est pas une perspective qui nous fait trembler ou nous peine, mais qu'ils veuillent asservir l'espèce au point de penser pour elle est, comme dirait M. Marchais — qui s'y connaît — « intolérable » ! Combien serons-nous, le moment venu, à nous opposer à cette mise en camp de concentrationnaire avec salle de bain, vide-ordures et w. c. ? Peu, je pense, car nos contemporains semblent de plus en plus « séduits » par la technologie sous toutes ses formes, et de la séduction à la soumission, le pas est vite franchi.

Le fossoyeur d'Hamlet dit que le jour où naquit le héros shakespearien on s'aperçut qu'il était fou et qu'on l'envoya en Angleterre.

— Hamlet : Et pourquoi donc ?

— Le fossoyeur : On ne s'apercevra pas qu'il est fou ; tous les gens de ce pays-là sont aussi fous que lui.

Et entre fous, paraît-il, on rit bien.

Michel PELTIER

LES LIVRES DU MOIS

PHILIPPE MEYNIER, « LA PLUS BELLE HISTOIRE », Limoges, Imprimerie Publi-Centre.

Nous désirons signaler dès maintenant à nos lecteurs ce petit livre dont nous leur reparlerons à cause de sa qualité exceptionnelle, dont nous citerons des pages pour lui attirer des sympathies et des lecteurs. C'est un essai d'un jeune avocat, enlevé trop tôt à l'affection des siens, non sans avoir toutefois été choisi par ses confrères pour exercer le bâtonnat dans son ressort. Ce recueil de réflexions est centré autour de l'histoire d'Oedipe et d'Antigone, celle qu'il appelle « la plus belle histoire », car elle pose admirablement tous les problèmes de notre temps. Sur la guerre, sur la jeunesse, sur le pouvoir, il y a des réflexions saisissantes et profondes. L'ouvrage, imprimé avec beaucoup de soin et d'élégance, est précédé d'un mot de présentation d'Henri Massis, daté de 1963. L'auteur n'a pas eu le temps de rechercher lui-même un éditeur qu'il aurait certainement trouvé pour des pages de cette valeur. Il a été imprimé en novembre 1976 par l'Imprimerie Publi-Centre à Limoges, à laquelle on pourra s'adresser pour obtenir des exemplaires. Le prix du volume n'est pas indiqué. Nous nous bornons, pour donner une idée de son impérialisme à reproduire les pages que l'auteur a placées en post-face à la fin de son livre.

« A un frère courageux, j'annonçais un essai consacré aux drames de mon pays ; à une belle amie, j'ai promis qu'il n'y serait question que d'elle et de quelqu'autre ; à toi, mon camarade, j'affirme ne conter que mon aventure intérieure et mon angoisse propre. Or, je n'ai menti à aucun.

« On peut lire ces pages en ne les appliquant qu'à la patrie incertaine. On peut aussi ne les entendre que pour une femme ou pour soi-même. Elles me paraissent garder le même sens.

« J'ai voulu rejeter des préjugés courants, mais peu évidents pour chercher ce qu'il y a d'identique dans le rapport de l'homme à la cité, de l'homme à la femme, de l'homme à lui-même.

« Je n'avais point l'ambition d'y parvenir. Je ne sais si j'en ai montré la voie. J'en ai au moins senti la nécessité. »

Nous en citerons des passages dans notre prochain numéro et nous sommes sûrs que les lecteurs de *Défense de l'Occident* se trouveront d'emblée en communion avec cet écrivain intelligent et sensible, trop tôt disparu.

M. B.

ANDRE FIGUERAS, « SAINT-NICOLAS DU CHARDONNET ou LE COMBAT DE MGR DUCAUD-BOURGET », Editions de CHIRE (1), 170 pages.

Il s'agit d'une occupation qui a fait, qui fait et qui fera encore du bruit dans la curailerie progressiste. Mais il était quand même temps de réagir ! C'est sans doute peu pour l'instant, mais c'est en tout cas énergique et cette énergie ennuie bien Marty qui hésite, toujours entre la faucille et le marteau, se confondant en indigences verbales, parlant « d'unité ecclésiale » — pardonnez-le peu — alors qu'il ne rêve que de mains tendues aux marxistes qui, après avoir bien déjà bouffé la main, s'attaquent au bras de son autorité. Quant aux palfreniers de sacristie que sont nos curés de choc récupérés dans les fossés de certains séminaires mis à l'encan, ils ne songent qu'à de mauvais coups ou à des interventions policières, ce qui est le signe marqué de leur inspiration.

Mais Mgr Ducaud-Bourget et les prêtres qui l'entourent, n'ont que faire de ces menaces de spadassins à gages : ils ont rencontré bien d'autres problèmes et Mgr Ducaud-Bourget en premier. Depuis son aumônerie de l'Ordre de Malte jusqu'à la récupération de Saint-Nicolas, en passant par l'hôpital Laënnec, la rue de Rennes et enfin la salle Wagram, les vexations, les diffamations n'ont pas manqué,

et je ne parle pas des voies de fait. Tout ceci n'est pas grave et forme sagement le caractère. J'ajouterais même que ce genre d'épreuves est excellent pour conforter les gens dans leur patiente obstination.

Après avoir traité dans une première partie de « la longue marche de Monseigneur Ducaud-Bourget » sur un ton de journaliste de talent, André Figuéras retrouve très facilement les accents de la polémique dans la seconde moitié de cet ouvrage. « L'Eglise ressuscitée » lui permet d'envoyer quelques volées de bois bien vert à la presse dite grande en général, et aux chroniqueurs religieux en particulier, de même qu'à leur prose. Vous avez André Frossard, « ce catholique un peu particulier », le couple Woodrow et Fesquet qui ne réussissent à commettre dans le quotidien « Le Monde » que des « topos filandreux et pervers » quand il s'agit de témoigner sur les événements, sans parler de l'antique « Canard enchaîné » auquel chacun est habitué et dont on connaît depuis bien longtemps l'anticléricalisme du style copié sur le père Combes. L'insondable bêtise de tous ces gens n'a produit qu'un effet : ce fut de susciter un mouvement de sympathie dans l'opinion publique assez indifférente, pourtant, aux problèmes religieux, dans sa grande majorité.

La radio et la télévision, ou plutôt ceux qui en sont responsables, doivent se mordre les doigts d'avoir « lancé » Mgr Lefebvre. Ils se rendent compte depuis plusieurs mois qu'ils ont fait une belle sottise sur laquelle il leur sera très difficile de revenir. Alors, selon les habitudes révolutionnaires dont ils sont imprégnés jusqu'à la moelle au point d'en puer fortement, ils dénigrent, ils mentent en espérant qu'il en restera toujours quelque chose.

Il est trop tard, même si les coups de crosse doivent pleuvoir.

A quand la prochaine bourde ? Elle viendra de Marty qui est décidément l'un des archevêques les plus antipathiques que Paris ait connu depuis bien longtemps.

Jean-Paul ROUDEAU.

ALBUM CELINE

Moins de 15 ans après le décès de l'écrivain, il est trop tôt pour tenter de faire un bilan des images que Louis Ferdinand Celine a données de lui-même. Son temps en a imposé d'autres ; ses familiers ont les leurs, prises et parfois conservées à son insu. Leur réunion et leur commentaire exigent un recul que la dispersion des documents ne facilitent pas. Les souvenirs tranchés des contemporains créent bien des perspectives, les contradictions dont les faits portent témoignage en ouvrent d'autres. Dès lors, tout choix implique une interprétation. Faute de pouvoir dessiner un caractère, ce volume tend à suivre les esquisses successives, et toutes relatives, d'un comportement.

Peu d'écrivain ont connu d'emblée, comme Celine, les fastes et les ombres de la légende. Les années aidant et au fil des passions violentes, elle s'est confondue avec le statut de l'homme de lettre. Si tout chercheur devient alors iconoclaste aux yeux de l'amitié de la mémoire et des mythes l'absence de chronologie célinienne continue imposait un devoir d'information. La photographie y a ajouté la souplesse de son rythme, ses digressions et ses pauses. Même symboliques, ces instantanés d'un « fauve » de notre époque n'excluent pas plus la précision du détail que la rigueur de l'enchaînement.

Difficilement dissociable de l'exercice de sa vie, la pratique artistique de Celine mérite mieux qu'une curiosité. Sous les audaces et le défi, sa démarche reste à coup sûr l'une des plus « classiques ». Aux humains qui ont suscité portraits flattés et caricatures, doit naturellement succéder l'inventaire d'images plus quotidiennes. Diverses, sans être exhaustives, offrent les facettes d'un écrivain qui affirma : « je suis contre l'iconographie. Je suis mahometan. Pas de photos de mou, je n'aime pas ça ! Comme si sa vérité était vraiment ailleurs.

La trame de cet album en noir et blanc est donc faite de gestes. Vivant de leur propre contraste, ils ont la cohérence de leur succession. Peu à peu l'histoire particulière d'un homme s'y défait ; l'anecdote en s'usant laisse voir, et

comme autrement, les 60 premières années du siècle. Pour les avoir épousées jusque dans leur outrance, Celine n'a pas distingué son œuvre romanesque et pamphlétaire des événements. Leur somme, élaborée page après page, paraît avoir autant constitué le théâtre que la mesure d'un cri. En composant cette iconographie, c'est l'envers individuel du décor que l'on invite à voir.

(D'après un compte-rendu de la revue *Civilisation*, bi-mensuel, n° 10, 16 Rue du Pré-Botté, 3500 RENNES).

Francis BORTIN

FRANCIS BERTIN, « L'EUROPE DE HITLER »
(tome III), (Librairie Française).

L'Histoire contemporaine est constamment falsifiée par les idéologies. La Seconde Guerre Mondiale est toujours présentée sous un certain angle profitable aux forces victorieuses du conflit.

L'ouvrage de Francis BERTIN « L'EUROPE DE HITLER » apporte une réponse et comble un vide. Il ne cherche pas à réhabiliter les Forces de collaboration, c'est-à-dire les gouvernements et les partis européens qui choisirent le camp de l'Allemagne entre 1939 et 1945, mais à exposer pourquoi et comment elles se sont développées dans chaque pays.

Le premier tome « LES DECOMBRES des DEMOCRATIES » traite des pays vaincus et occupés avant 1941, dans le cadre de la guerre à l'Ouest, ainsi que de la collaboration anglaise : il s'agit successivement de la Tchécoslovaquie (Bohême-Moravie et Slovaquie) de la Pologne, des Britanniques, de la Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg, du Danemark, et de la Norvège. Dans tous ces pays c'est la démocratie occidentale qui, s'effondrant, laisse la place à des structures autoritaires conformes aux desiderata germaniques.

Mais la géopolitique l'emporte sur l'idéologie. Le second tome « LA MARCHÉ vers l'EST » démontre plus encore que le premier toute la fausseté de l'équation Fascisme = collaboration. Dans tous les pays occupés à partir de 1941, en Grèce, en Yougoslavie, en Albanie, dans les Pays Baltes et en U. R. S. S., l'Allemagne pratique une politique de conquêtes. Elle n'accepte qu'au dernier moment d'armer les Russes du mouvement Vlassov.

Enfin, les « ALLIES du REICH » objets du troisième tome la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, la Finlande, et l'Italie, qui se placèrent volontairement dans l'orbite allemande, se révèlent plus complexes que ne le laisserait penser le schéma imposé depuis 1945.

Avec « L'EUROPE DE HITLER », Francis BERTIN brosse un tableau qui intéressera tous ceux qui cherchent à comprendre les motivations des collaborateurs et les raisons de la défaite allemande.

(Les tomes précédents sont en vente à la *Librairie Française*, 27 rue de l'abbé Grégoire, 75006 Paris, au prix de : tome I — 42 F. (franco 46 F.), tome II — 48 F. (franco 52 F.), tome III — 48 F. (franco 52 F.), les 3 tomes 120 F. (franco 125 F.).

Jacques BORDIOT : L'OCCIDENT DEMANTELE.
(Librairie Française).

A l'heure où l'élection du « Parlement européen » au suffrage universel déchaîne tant de passions, il est difficile, pour beaucoup de Français, d'y voir clair dans cette affaire.

Le livre de Jacques BORDIOT : « L'OCCIDENT DEMANTELE » démonte la genèse des institutions européennes et le rôle néfaste des instances occultes du Monde Atlantique.

L'élection du « Parlement Européen » au suffrage universel correspond au désir des maîtres actuels de l'Occident, les financiers américains, de disposer en Europe de l'Ouest d'un espace économique privé de véritable force.

politique, l'Assemblée invertébrée de Strasbourg faisant contrepoids aux gouvernements nationaux.

Dans « L'OCCIDENT DEMANTELE », Jacques BORDIOT démonte les mécanismes d'une certaine subversion anti-occidentale qui tend à liquider les structures nationales au profit d'une vague supranationalité dont « l'Europe » (ou plus exactement la Communauté des Neuf) n'est qu'un point de départ.

UNE EGLISE DU SILENCE AU CHILI

(Editions T. F. P. Boîte Postale N° 90
92205 Neuilly-sur-Seine).

La Société Chilienne de Défense de la Tradition, Famille et Propriété achève de publier un ouvrage ayant pour thème la dramatique situation idéologique et religieuse d'aujourd'hui au Chili, intitulé : « L'Eglise du Silence au Chili — La T. F. P. proclame toute la vérité ».

Le livre montre que l'immense majorité des catholiques chiliens se trouve réduite à la situation spirituelle d'une authentique EGLISE DU SILENCE, confondue et terrorisée par les procédés et le pouvoir canonique sur lesquels s'appuient les évêques et les prêtres engagés dans la tentative de marxisation du Chili.

Fondé sur 220 documents non-encore réfutés, il affirme que la quasi-totalité de l'Épiscopat chilien et qu'une grande partie du clergé se sont éloignés de la mission qui leur était confiée par l'Esprit Saint en aidant l'installation et le maintien au pouvoir du régime d'Allende.

La T. F. P. lance aussi un appel aux ecclésiastiques fidèles pour qu'ils se prononcent publiquement sur les aspects moraux et canoniques de cette si délicate affaire.

Le livre établit finalement que ces clercs « démolisseurs » sont aujourd'hui le fer de lance du processus révolutionnaire au Chili et les promoteurs les plus actifs du rétablissement d'un régime marxiste du genre de celui que proposent Berlinguer en Italie et depuis peu son collègue Marchais en France (cf. les communiqués de Radio-Moscou du

23 février et du 24 février 1976, dans le programme « Es-cucha Chile » à destination du Chili, prenant la défense de la hiérarchie catholique contre la T. F. P.).

Face à cette situation, quelle doit être la position d'un bon catholique ?

La T. F. P. du Chili déclare sa ferme et irrévocable détermination de résister, c'est-à-dire :

Déclarer et proclamer devant le Chili et le monde, par tous les moyens licites permis par le droit naturel et la loi positive, canonique et civile, en quoi consiste la conduite de la Hiérarchie et du Clergé « démolisseurs ».

S'opposer dans toute la mesure autorisée par la morale et le droit, à ce que de telles Autorités et de tels Prêtres usent de leur prestige pour mener la Révolution marxiste.

Donc, ne pas obéir *aux ordres et aux instructions donnés par ceux-ci dans le but de promouvoir la cause de la révolution.*

(Cf. les arguments des théologiens et canonistes comme Wernz-Vidal « Jus Canonicum » Romae 1937 Tome VII ; Palmieri « Tractatus de Romano Pontifice » Romae 1877 ; Saint Thomas d'Aquin « Somme Théologique » II-II-33, 4-2).

En réplique à ce livre, la Hiérarchie chilienne, sans même discuter le bien-fondé de cette position, n'a invoqué qu'un argument d'autorité contre les catholiques de la T. F. P. et ceux qui les soutiennent, se contentant de les accuser de s'être « mis en marge, par leur propre action, de l'Eglise Catholique ». (Déclaration du Comité Permanent de l'Episcopat du Chili — Santiago — 9 mars 1976).

La réponse de la T. F. P. est la suivante (11 mars 1976) :

— Toute condamnation contre la T. F. P. et ceux qui la soutiennent ne peut être considérée comme sérieuse et efficace qu'à la condition de répondre clairement et catégoriquement aux questions suivantes :

- 1) les faits exposés dans le livre de la T. F. P. sont-ils bien documentés ?
- 2) sont-ils véridiques ?
- 3) sont-ils correctement interprétés ?

— Si l'on répond par l'affirmative à ces questions, la conclusion qui s'impose est que ces prélats et ces prêtres se trouvent en état de schisme et suspects d'hérésie ; conformément au Droit Canon (« La Iglesia del Silencio en Chile, page 377-390 »).

Ces questions et cette conclusion, émises par la T. F. P. chilienne, n'ont pas reçu de réponse.

LES 200 FAMILLES AU POUVOIR

Après le *Dictionnaire de la Politique Française* (2 vol.) et le *Dictionnaire des Dynasties Bourgeoises*, Henry Coston vient de faire paraître un ouvrage inédit « *Les 200 Familles au pouvoir* ». Très documenté, ce livre donne une foule de détails, de renseignements sur les féodaux de la finance qui dominent l'Etat, le Gouvernement, l'Administration, le Parlement, les Partis, qui représentent l'Industrie, le Commerce, la Banque et qui ont corrompu la Grande Presse.

Ses chapitres sur la spoliation des épargnants, la collusion du Grand Capital et des marxistes, la concentration commerciale qui ruine le commerce indépendant, l'alimentation sophistiquée et polluée, sont particulièrement révélateurs. L'auteur démontre également que la campagne anti-conceptionnelle qui provoque la chute de la natalité a pour instigateurs des organismes liés aux grands trusts pharmaceutiques. Un index des noms cités permet de faire de curieux et lamentables rapprochements entre politiciens et affairistes.

La Librairie Française 27, rue de l'Abbé Grégoire
75006 Paris (C. C. P. Paris 11447-35).

Nos Amis écrivent

Communisme et lutte des peuples

Dans Jeune Garde (BP N° 149, 75263 Paris Cédex 06) N° de février 1977, nous avons relevé une analyse très judicieuse de la nouvelle ligne du parti communiste. L'article dont nous citons les principaux passages n'est pas signé.

La publication du rapport du 22ème Congrès du P.C.F. a agité une nouvelle fois l'épiscopat marxiste passablement troublé par la désaffection des électeurs.

Y est confirmée, la décision prise par son secrétaire général de rayer des Statuts du Parti, le concept de « dictature du prolétariat ». Notre président, en son temps, s'était interrogé : venait-on sournoisement de châtrer la bête théorique ? Assisterons-nous à la mort d'un intégrisme que remplacerait un réformiste très « 1936 » ?

AVEC MARX

Si Marx n'a pas découvert les mécanismes de la lutte des classes — théorie bourgeoise issue de la Révolution — il prétendit encore en démontrant : « 1° que l'existence des classes ne se rattachent qu'à certaines batailles historiques du développement de la production » ; « 2° que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat. »

Refuser le principe de dictature, n'est-ce pas refuser la constatation de la lutte des classes ? En fait, le P. C. F. donne au terme dictature une signification différente de celle que lui attribuait Marx. Pour celui-ci, la dictature pouvait aussi bien être ouverte que dissimulée, minoritaire que majoritaire, violente que pacifique. Elle lui servait à qualifier tout pouvoir politique : « le pouvoir politique est au sens propre le pouvoir organisé d'une classe en vue de l'oppression d'une autre classe ». Ainsi l'Etat, soit qu'il soit bourgeois, soit qu'il soit prolétarien, reste une arme dictatoriale pour organiser la guerre sociale et la démocratie bourgeoise est l'expression politique de la dictature bourgeoise. Marx

ajoute dans « La critique du programme de Gotha » : « ...il est parfaitement absurde de parler d'un état populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté mais pour réprimer ses adversaires. »

Aussi le postulat politique de la dictature du prolétariat s'inscrit théoriquement dans la perspective d'une société capitaliste pleinement développée, terrain de l'affrontement entre une classe fortement minoritaire — ce que Marchais appelle les 25 trusts — et une classe ouvrière largement majoritaire, dépossédée économiquement et socialement mais intellectuellement et politiquement mûre et apte à établir sa domination par la conquête de la démocratie au moyen du suffrage universel.

Parvenu à cette position dominante, le prolétariat n'usera de la violence que pour répondre à la violence, au cas où la bourgeoisie quitterait le terrain de la légalité afin de conserver ses profits de domination. Telle était l'analyse de Marx où toute majorité démocratique implique nécessairement de sa part une dictature ; telle, elle est reprise par le P. C. F. dans un parfait souci d'orthodoxie.

CONTRE LENINE

Lénine va transformer le dogme, le modifier, et l'adapter à la situation non-révolutionnaire de la Russie encore agraire et qui n'a pas accompli sa révolution industrielle, qui n'a donc qu'un prolétariat extrêmement restreint. La dictature devra d'une part créer le prolétariat russe car aucune révolution prolétarienne n'est réalisable sans lui. Elle devra, d'autre part, organiser la production en masse, sacrifiant les générations présentes au bonheur des générations futures afin que l'abondance permette la société communiste... La dictature du prolétariat doit donc passer par la dictature du parti — qui seul a le niveau de conscience. « Le communisme, c'est les soviets et l'électricité » et c'est pour atteindre ces buts qu'une dictature minoritaire et violente est nécessaire. Refusant tout compromis avec le parlementarisme bourgeois, couvrant d'injures « le renégat

Kautsky », il entend continuer, achever, consacrer la grande révolution industrielle (cause de l'exploitation de milliers de paysans prolétarisés).

Au légalisme proposé par Marx, Lénine a répondu par l'illégalisme de la révolution minoritaire.

C'est bien la version léniniste que le P. C. F. entend supprimer, c'est bien la référence à la révolution violente qu'il croit devenue inopportune et qui disparaît des statuts du parti. Mais en rejetant les thèses « opportunistes » de Lénine, le P. C. F. revient à Marx soi-même, se souvenant que « l'application pratique de principes dépend toujours et partout des conditions historiques données ».

LA PAUPERISATION

Marchais a été d'une grande clarté. « Nous assistons — dit-il — à une prolétarisation croissante des couches moyennes, prolétarisation telle que majorité politique et majorité arithmétique peuvent coïncider. Elles le peuvent car la classe ouvrière compte aujourd'hui en France 10 millions de personnes, soit 44,5 % de la population active. »

Ainsi est rénovée la thèse de la paupérisation croissante engendrée par le capitalisme et reprise la constatation de Marx : « si seule la classe ouvrière est une classe réellement révolutionnaire, les classes moyennes deviennent révolutionnaires dans la mesure où elles prévoient qu'elles iront se fondre dans le prolétariat. »

La société française tend à se polariser chaque jour davantage entre, d'une part, un noyau décroissant agrippé autour de la fraction dominante de la bourgeoisie, et, d'autre part, des couches de plus en plus larges que leurs difficultés de vivre, leurs aspirations, leurs intérêts, bientôt leur conscience rapprochent de l'acteur historique privilégié que reste la classe ouvrière.

Rien ne permet de déceler dans ces positions, contrairement à ce que pense la presse bourgeoise, une tendance du P. C. F. à courir après ses alliés socialistes.

LE MESSIANISME PROLETARIEN

Certes les communistes reconnaissent que « pendant des décennies la notion de dictature du prolétariat a été l'un des points principaux sur lesquels s'est fait le clivage entre le courant révolutionnaire et le courant réformiste, c'est-à-dire en France notre parti et surtout le Parti socialiste ». Mais ce clivage va se perpétuer aussi longtemps que les deux partis ne pourront résoudre les différends qui devaient entraîner la scission du Congrès de Tours. Le P. S. ne peut, en effet, accepter ni le rôle dirigeant de la classe ouvrière, ni les rapports avec l'Internationale communiste et plus particulièrement son Avant-Garde : le prolétariat. « Seule comme démocratie qui est la règle d'organisation du P. C. F.

Les socialistes affirment en effet : « la stratégie du front de classes rejette toute notion d'avant-garde sociale » cependant que le P. C. F. reste fidèle au rôle privilégié que doit jouer la classe ouvrière proprement dite et plus particulièrement son Avant-aGarde : le prolétariat. « Seule comme classe, la classe ouvrière peut conduire au succès... » « Quant au prolétariat, il évoque aujourd'hui le noyau, le cœur de la classe ouvrière... Son rôle est essentiel... » Et Marchais de poursuivre : « En toute circonstance, le Parti a défini son orientation en fonction de ses intérêts de classe. »

L'INTERNATIONALISME

Les inquiétudes de Garaudy sont vaines qui dans *Rouge* s'étonne : « de l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, qui me semble être la forme que prend nécessairement la démocratie socialiste face à une agression armée de la contre-révolution ». Cette agression armée, Marchais sait l'équilibre international suffisamment favorable au bloc marxiste pour qu'elle n'ait pas lieu : « ces possibilités nouvelles se fondent sur l'existence et les progrès des partis socialistes, sur la solidarité de toutes les forces révolutionnaires qui permettront à notre peuple de se développer en toute indépendance... Nous prenons pleinement en compte le fait que c'est grâce à l'U. R. S. S. et aux autres pays so-

cialistes — dont est exclue la Chine — que le contexte international a changé et qu'il est possible pour notre pays, comme le disait Maurice Thorez en 1946 « d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes ».

Ainsi les charniers des camps de concentrations soviétiques permettront à la France de vivre, demain, libre et heureuse. Et les poussières des milliers de cadavres envolées vers l'ouest viendront répandre chez nous un air de bonheur.

Qu'Althusser retienne sa bave, que sa gueule n'écume plus. Le P. C. F. ne change pas. Il n'y a pas d'imposture théorique. Le charognard guette toujours sous l'œil ahuri des bourgeois.

Cette nouvelle crise d'intégrisme du parti — retour à Marx, reprise du dogme de la paupérisation croissante, renaissance ouverte de l'internationalisme — permet d'évoquer les caractéristiques profondes, « génétiques » du marxisme, dernier bâtard de l'égalitarisme bourgeois.

Si le P. C. F. abandonne une certaine forme de dictature, il prétend poursuivre sa lutte pour l'avènement d'une classe qui renversera la classe possédante. Et, en la rebaptisant, il conserve la dictature — dite majoritaire chez Marx — issue du suffrage universel.

Nous voyons les liens qui unissent marxisme et démocratie bourgeoise, frères ennemis qui ne peuvent renier leurs origines communes.

C'est toujours l'asservissement du pouvoir à la loi arithmétique qui fait que toute démocratie tient en elle l'essence de la tyrannie. Le pouvoir lié aux intérêts particuliers, c'est la démocratie bourgeoise, ce sera demain la démocratie ouvrière. Car c'est elle qui organise la guerre sociale, c'est elle qui puise ses forces dans la guerre civile latente qu'elle instaure.

C'est parce qu'il est jacobin que le P. C. F. est aujourd'hui un parti contre-révolutionnaire, c'est parce qu'il est jacobin qu'il joue sa propre vie contre celle des travailleurs et qu'il s'apprête à remplacer les technocrates du « giscardisme » par d'autres technocrates aux mêmes ambitions.

La décision du P. C. F. vient de ce que ces dirigeants croient possible la modification des structures économiques à l'intérieur de structures politiques inchangées. Mais c'est aussi l'analyse des libéraux.

C'est pourquoi la décision du parti nous semble dérisoire, inexistante. Nous savons que l'abandon de la dictature sur le prolétariat n'entraînera pas l'abandon de la dictature sur le prolétariat qu'exerce aujourd'hui la classe possédante, et que, demain, le P. C. F. s'apprête à exercer.

*
**

Dans le même numéro de Jeune Garde, nous signalons à nos lecteurs un article intéressant sur les pays du « rideau de fer » présenté sous le titre La Lutte des Peuples, dont nous reproduisons quelques extraits :

La grande chance des nationalistes réside, non pas dans un conflit de moins en moins probable (quoique toujours possible) entre l'Amérique et la Russie, mais dans la désagrégation du système des blocs. Depuis 1956, le gouvernement Kadar, mis en selle par les blindés soviétiques, a été amené à faire d'immenses concessions concrètes aux revendications nationales, ouvrières et paysannes.

En Pologne par exemple, les révoltes de Gdansk ont produit un gouvernement Gierk prisonnier de promesses quant au niveau de vie, ce qui est la négation de la célèbre A. S. P. ou « Loi de l'Accumulation Socialiste primitive » de Prebrajensky. En Russie, le XXème Congrès du P. C., s'il n'a pas engendré les résultats attendus, demeure lourd de conséquences. Le Samizdat était inconvenable sous Staline. En Tchécoslovaquie, à la suite de l'invasion de 1968, il a fallu recommencer la tactique du « Salami » inventée par le Hongrois Rakosi. Ce ne sera pas éternellement répétable.

Mieux, il est régulièrement annoncé que l'intégration dans le cadre du COMECON ou C. A. E. M., va se développer en application du principe de la « division internationale socialiste du travail ». Mais en dehors du P. C. de

l'Union Soviétique et (vaguement) du P. C. bulgare, aucun pays de l'Est ne semble s'y prêter et aucune décision concrète n'est prise. Il semble d'ailleurs que le récent voyage de Gierak à Moscou ait eu pour objet de négocier les dettes roumaines vis-à-vis de l'U. R. S. S., contre une attitude plus positive des dirigeants de Varsovie vis-à-vis de l'intégration dans le cadre du C. A. E. M.

De plus, les pays de l'Est se trouvant dans une situation généralement déficitaire vis-à-vis de l'Occident, seront obligés un pour ou l'autre de recourir à un arrangement monétaire général qui desserrera l'emprise de l'U. R. S. S. sur la zone rouble. Au total, les difficultés (cachées) du Bloc soviétique valent bien celles du Bloc atlantique. Et dans la course à la « Chute finale » (titre d'un livre d'Emmanuel Todd consacré à cette décomposition de la sphère soviétique) il n'est pas sûr que Washington précède Moscou. Bien au contraire.

Il faut avoir vu le Budapest moderne ; cette merveilleuse capitale où la seule place portant le nom d'un chef d'Etat occidental s'appelle « Roosevelt-ter » (place Roosevelt) et est dominée par la Sainte Citadelle d'Oberda où la statue de Saint-Etienne, surmontée d'une croix celtique, semble garder le Danube face à l'envahisseur millénaire venu d'Orient.

Il faut avoir entendu « le violon magyar ou tzigane, pleurer la liberté comme un aigle captif ! ». Du temps de Heine, le nom de Hongrois signifiait le déshonneur de l'opinion allemande. En notre temps, c'est toute l'Europe qui devrait ressentir la honte du destin imposé à la patrie de Sansor Petrofi et de Mathias Corvin. Mais en même temps, comment oublier, voisines de cette malheureuse Hongrie que nous aimons, les sœurs de Pologne ou de Roumanie, d'Ukraine (le premier peuple étranger qui ait donné une reine à la France captienne : Anne de Kiev, ou de Bohême.

Si nous acceptons de REVER à l'avenir nécessaire d'une Hongrie libérée, d'une Pologne ressuscitée, d'une Roumanie retrouvée, comment ne pas voir que c'est la France elle-même qui doit précéder de sa propre émancipation,

la destruction des entraves des peuples frères. Redevenue la grande Nation, la terre des croisades et des révolutions, la France a vocation de donner le signal de la libération européenne ; celle de tout le continent divisé artificiellement par les vainqueurs de 1945.

Le novembre noir de Budapest ne sera pas resté infécond. Il fut un tournant décisif de la conscience européenne face au marxisme. André Malraux a pu faire son autocritique, depuis la « Condition Humaine » s'arrête à Budapest ». Et chaque saison porte son flot nouveau d'échec de l'idéologie marxiste à l'épreuve des faits, dans tous les pays marxiste à l'épreuve des faits, dans tous les pays d'Europe de l'Est.

Alors, il reste à enrichir d'un synthèse active, l'ensemble de ces expériences — des dissidents russes aux contestataires tchèques, du Mur de Berlin aux villes interdites d'Asie Centrale — il monte une voix fêlée qui est le cri des peuples.

Leçons d'un Conflit

OUEST-FRANCE, 13-18 JANVIER 1977

Un conflit inattendu a privé pendant cinq jours (du jeudi 13 au mardi 18 janvier inclus) de leur journal les quelque 700 000 lecteurs d'*Ouest-France*, qui est aujourd'hui le premier quotidien français. Le Directeur M. François-Régis Hutin, grand pourfendeur du Portugal de Salazar, de la peine de mort et du Chili de Pinochet (autant que grand admirateur de « Boquen » devant l'Éternel), avait pris en effet la décision de licencier un journaliste de la Rédaction de Saint-Brieux, M. Pierre Duclos. Homme de gauche lui aussi, et de surcroît secrétaire de la section C. F. D. T. des journalistes d'*Ouest-France*, M. Duclos en faisait décidément trop aux yeux de ses patrons éclairés (François-Xavier Hutin, frère de François-Régis, dirige un hebdomadaire imprimé par *Ouest-France*, *Le Marin*, et vient d'être élu à la municipalité de Rennes sur une liste d'Union de la Gauche). On reprochait à M. Duclos d'avoir commis depuis juin 1976 trois fautes professionnelles (mais la partie immergée de l'iceberg est sans doute plus importante) :

1) Il avait accusé deux avocats d'un comportement (au cours d'une vente aux enchères) qui les rendait passibles de sanctions professionnelles et de condamnations pénales ;

2) A l'occasion d'une grève de la faim de deux élèves renvoyés d'un collège, il s'était montré « incomplet et partial » : « à aucun moment, malgré l'invitation qui lui en avait été faite par téléphone, il n'avait cherché à rencontrer ni le directeur du collège, ni les représentants des parents d'élèves, se limitant au point de vue des élèves grévistes et des organisations qui appuyaient leur action » ;

3) Il avait de nouveau mis en cause en décembre un patron-coiffeur qui porta plainte.

Surtout, la première de ces fautes valu à *Ouest-France* onze millions d'anciens francs d'amende et de dommages et intérêts ; et la seconde lui avait fait perdre trente abonnements.

Le licenciement de M. Duclos, devant lequel le S. N. J. et la C. F. D. T. ont fini par s'incliner après quelques jours, n'en reste pas moins surprenant de la part d'une Direction qui semblait encourager le « gauchissement » d'*Ouest-France* au point que *Liberation* n'a pas tari l'éloges sur les exceptionnelles « qualités » de ce quotidien régional, et qu'il est de règle d'y diffamer les catholiques traditionnels comme d'y soutenir les thèses du Syndicat de la Magistrature, du Planning Familial, etc.

Il est vrai que M. Duclos avait le courage, lui, de s'attaquer à plus forte partie (le patronat par exemple) qu'aux défenseurs des traditions.

Restent quelques leçons à tirer de ce conflit :

1) Les lecteurs d'*Ouest-France* ne se sont pas laissés violenter par les rédacteurs. Depuis des années, ils réagissaient en nombre, par un courrier abondant et souvent bien argumenté, contre les idéologies qu'on cherchait insidieusement à leur inculquer (*Ouest-France*, c'est un peu *Le Monde* de la province : même sérieux ; même fond progressiste-chrétien ; même endoctrinement « objectif », de plus en plus ouvertement cependant, comme au *Monde*). Ces réactions des lecteurs n'ont pas été inefficaces : au début du conflit, le Directeur a écrit que « la crédibilité du journal était gravement atteinte par les infractions à la rigueur et à l'honnêteté de l'information ».

2) Il arrive toujours un moment où un homme de gauche s'aperçoit qu'il scie la branche sur laquelle il est assis. Il se retrouve alors — plus ou moins franchement et souvent trop tard — contre ses amis de la veille. Pour justifier sa volte-face, M. François-Régis Hutin s'est retranché, dans son éditorial du 22 janvier, derrière Jean-Marie Domenach (ancien directeur d'*Esprit*, la revue du progressisme-chrétien). Il faut « se garder, a écrit celui-ci en annonçant son départ d'*Esprit* (décembre 1976), de ce conformisme de gauche, bête et prétentieux, qui envahit les media et les universités » (il a mis du temps à s'en apercevoir) ; « il aurait mieux valu ne pas attendre la publication du livre de Michel Legris (« *Le Monde tel qu'il est* », Plon) pour dire ce que nous pensions à certains journalistes du *Monde* de l'abus qu'ils font du pouvoir dont ils disposent ».

« Il aurait mieux valu... » Curieux comme les journalistes de gauche conjuguent le courage au conditionnel passé, et ne défendent qu'après coup cette Vérité et cette Justice à majuscules dont ils se prétendent les fidèles serviteurs.

Jobig CALVEZ

P. S. Une information parue dans *Le Monde* du 15 Avril 1977 montre encore quel pouvoir ont les lecteurs sur leur presse, même s'ils réagissent en ordre dispersé : Il y a 9 mois disparaissait *Record*, bimensuel pour adolescents édité par le groupe Bayard-Presses (*La Croix*, *Le Pèlerin*, *Pomme d'Api...*) ... On y trouvait pêle-mêle un dossier de plusieurs pages, des conseils pratiques, quelques articles d'actualité, un courrier abondant et des bandes dessinées... Mais on y trouvait aussi à la « une » Dom Helder Camara, « l'évêque à la justice entre les dents »... On y lisait à l'occasion des propos peu conformistes sur le divorce : « Maman, toujours soumise autrefois, se met à prendre de l'autorité. Papa est plus détendu ». Surtout des lecteurs s'y livraient parfois à de sévères critiques de l'ordre établi. Cela n'aurait guère été grave si la survie du journal, vendu uniquement par abonnements, n'avait essentiellement dépendu de la fidélité des parents. Beaucoup d'entre eux s'irritèrent de ce ton, jugé choquant pour une publication catholique. La diffusion chuta. Entre les adultes bailleurs de fonds et ses lecteurs (*en fait, ses rédacteurs — subtil mensonge du Monde*) portés à la contestation, *Record* dut choisir et changea de formule. »

Précisons que l'influence des abonnés était ici d'autant plus grande qu'il s'agissait d'un public homogène (catholique) et corrigeons une erreur du *Monde* : comme la plupart des autres publications du groupe, *Record* bénéficie de la vente dans les églises (grâce à un accord spécial avec l'Episcopat français) qui réduit singulièrement ses frais de distribution au détail (les abonnements ne sont donc pas sa seule source de profits). Cette vente dans les églises est d'ailleurs illégale mais tolérée). Le vol de ces revues dans les églises est également illégal.

J. C.

Association pour la Défense de la Mémoire du Maréchal PETAIN

Section Gironde-Aquitaine, 6, Rue Notre-Dame
33000 BORDEAUX

L'UNION est un thème qui revient très régulièrement dans les discours et les écrits des politiciens et des religieux, mais elle suppose un accord des volontés, et surtout un idéal commun, obligatoirement la France. Nous Pétainistes, sommes sans doute les plus sensibles à ces appels, car nous sommes un groupe d'idées et de fidélités, rejeté hors de la communauté nationale, ravalé au niveau d'un clan, ignoré du grand nombre, vilipendé tant par le pouvoir que par l'opposition.

Cet ostracisme date de 1944, mais il pousse ses racines dans les affrontements idéologiques antérieurs :

Dès 1880, les ouvriers, dont le développement industriel avait rendu très dures les conditions de vie, ont posé un problème social sur lequel se sont penchés deux mouvements, opposés par ailleurs sur le mot de démocratie :

- le catholicisme social, soutenu par les monarchistes
- le socialisme, soutenu par les radicaux qui, jusqu'à la guerre de 1914, imposèrent leur politique anticléricale.

En 1920, une minorité socialiste fonda à Tours le parti communiste, qui vise à instaurer un gouvernement mondial, et détourna vers des objectifs politiques les revendications des travailleurs à plus de justice sociale.

Des syndicalistes comme BELIN, des hommes politiques comme LAVAL et MARQUET prirent alors leurs distances, et des communistes mais nationaux comme DORIOT et CHASSEIGNE, quittèrent le parti.

1936 vit aboutir des revendications qu'un patronat moins sclérosé aurait su satisfaire à temps, mais vit naître aussi, sous couleur d'antifascisme, un courant favorable au communisme qui assombrit les relations internationales et rendit incohérente la politique de la France.

En 1939, le pacte germano-soviétique secoua le parti communiste, qui enregistra de nombreuses défections, et vit les radicaux au pouvoir interner ses députés.

En 1940, la défaite, prévisible, mit les Français en face de la situation, catastrophique. Mais elle provoqua un renouveau de l'esprit national, autour d'un homme illustre le Maréchal PETAIN qui, étranger à toute politique, et soucieux surtout d'éducation, se dévoua au sol de sa Patrie et aux hommes qui y vivaient.

Ses gouvernements groupèrent des hommes décidés à travailler au bien commun, et jamais l'extrême droite n'y fit la loi : sur 31 principaux ministres en effet, 11 furent de gauche : 3 socialistes, 2 paysans, 2 P. S. F., 2 ex-P. P. F., 2 d'Union Républicaine, 1 ex-communiste et 8 techniciens, apolitiques.

Et il était extraordinaire de voir des hommes venus de tous les horizons s'atteler ensemble à cette tâche immense, mais c'est précisément ce qui parut dangereux aux sectaires des anciens partis, conscients de perdre leur emprise sur le peuple français.

Légalement désigné, que cela plaise ou non, comme responsable de l'Etat, le Maréchal fut chargé de promulguer (évidemment après la paix) une constitution nouvelle plus en rapport avec le génie de la France, fait de justice, d'autorité au sommet de l'Etat, et de démocratie réelle au niveau de la cité. Mais il fallait aussi, — et d'abord — relever le pays de ses ruines, rétablir les relations avec l'Empire, assurer la vie des français. Il n'était pas pensable de reprendre dans l'immédiat un combat quelconque, mais il fallait structurer, établir un courant vers la justice sociale, pour que l'esprit de communauté persiste, une fois le pays relevé de la défaite.

En situation d'armistice, avec une armée d'occupation sur le sol national, le Maréchal voulait sans doute la paix et la libération du territoire, ce que THIERS avait réussi en 1871. Dépassant certaines rancœurs il rencontra le chancelier HITLER avec l'approbation de tous, y compris les communistes, qui fraternisèrent 8 mois encore avec les allemands... les gaullistes seuls poussant de Londres, les hauts cris.

Ceux qui le suivraient étaient d'ailleurs divisés : beaucoup suivaient WEYGAND dans sa volonté de revanche, et la préparaient presque ouvertement. Les amis de BRASSILLAGE rêvaient d'une seule jeunesse, de l'Espagne à la Pologne.

Ceux de DORIOT prouvaient la sincérité de leur anticommunisme en allant se faire tuer sur le front de l'est... mais nul sans doute n'aurait accepté une Europe sous hégémonie allemande.

D'autres encore, comme HENRIOT et DARNAND, écoeurés par les agressions gratuites de Mers El Kébir, Dakar, la Syrie, Madagascar et autres, pensant que les Allemands, eux laisseraient à la France ses territoires d'outre-mer, croyant aussi faire rentrer les prisonniers qui manquaient si cruellement aux champs et aux usines ; voulurent s'entendre réellement avec HITLER comme d'autres avec CHURCHILL, et participèrent à la répression de ce qu'on appelait le terrorisme, générateur de guerre civile.

Toutes ces tendances se rejoignaient sur la volonté de s'opposer au déferlement en Europe de la Russie de STALINE et, en présence des résultats lamentables de la politique inverse, imposée par les Anglo-Saxons il est permis de se demander s'ils avaient tellement tort.

Ce sont les militaires allemands qui, par patriotisme étroit, torpillèrent les perspectives d'entente. Il ne restait donc plus au Président LAVAL qu'à discuter, ergoter, monnayer les exigences de ceux qui voulaient rester des ennemis vainqueurs... et à subir le climat de guerre civile qui s'instaura, pour le plus grand profit des résistances gaulliste et communiste.

Dès l'ouverture du 2ème front, en Juin 1941, le Maréchal vit venir la défaite allemande que l'aide massive de ROOSEVELT à STALINE transforma en écrasement. Il lutta pour préserver la jeunesse dont il savait que le pays aurait besoin par la suite. Il stigmatisa dans ses messages le marxisme et la finance internationale. *IL DEVINT L'HOMME A ABATTRE*, celui qui aurait pu obtenir une solution française aux problèmes français.

Les phénomènes RESISTANCE et COLLABORATION étaient des aspects d'un même désir de chercher à l'étranger les moyens de restaurer la France. La REVOLUTION NATIONALE était le moyen français d'y arriver, avec l'aide de ce qui était encore l'Empire et l'exemple de l'Indochine, restée sous drapeau français jusqu'à ce que les rodomontades gaullistes poussent, en Mars 1945, le Japon à emprisonner l'Amiral DECOUX et les français dont le Maréchal, à son départ en captivité, lui avait confié le sort, indique que cela n'était certes pas une chimère.

Il ne s'agit pas de nier les erreurs commises par les Pétainistes mais leurs accusateurs doivent aussi reconnaître les leurs. Ils ne peuvent pas parler de réconciliation en rejetant ceux qui ont cru que la survie de la France passait par le combat contre le totalitarisme marxiste. C'est en cessant de hurler à l'oppression sous n'importe quel prétexte, en dépassant les haines entretenues depuis plus de 30 ans que l'on pourra connaître une société de justice et de fraternité, dont la jeunesse du pays vivra dans la paix sociale et l'union.

Les Routiers de Dieu

Nous avons voulu faire une place dans Défense de l'Occident à une initiative utile et généreuse de l'Eglise au Brésil en reproduisant les principaux passages d'un article sur l'Oeuvre Aide à l'Eglise en détresse. Certaines informations contenues dans cet article nous ayant paru exagérées, nous y avons pratiqué des coupures pour éviter de tromper nos lecteurs par des renseignements qui nous paraissaient erronés. Malgré ces coupures, la situation au Brésil, telle qu'elle est décrite dans cet article comporte encore des inexactitudes graves, qui ont fait l'objet de rectifications précises du correspondant brésilien de la revue Itinéraires parues dans le N° de juillet-août de cette revue (4 rue Garancière, Paris 6°, n° 215, prix 33Fr.). Nous regrettons que l'exposé d'une activité louable et sympathique ait pu servir ainsi de véhicule à des jugements parfois, trop absolus. Nous donnons donc, à la suite de la présente reproduction un extrait de la rectification d'Itinéraires pour fournir à nos lecteurs une documentation exacte.

*
**

L'année 1977 est la trentième de l'Œuvre « Aide à l'Eglise en détresse ».

Pendant de longues années des chapelles roulantes ont apporté la consolation de l'Évangile et des sacrements à des millions d'expulsés en Allemagne de l'Ouest. A présent elles sillonnent l'Amérique du Sud et les Philippines. Dans les premières années d'après-guerre, l'Œuvre fournit plus de 300 « voitures pour Dieu » afin d'aider les prêtres « sac-audos ». Plus tard elle a profité de chaque occasion pour motoriser des milliers de prêtres derrière le rideau de fer et dans le Tiers Monde.

Dans cette Œuvre, aussi bien la Volkswagen que l'impressionnante chapelle roulante sont devenues un moyen pour montrer aux hommes que Dieu se soucie d'eux.

On a pu voir dans la région amazonienne du Brésil à quel point évêques et prêtres sont handicapés dans le contact avec leur peuple par le manque de moyens de transport.

Tandis que l'État y construit un réseau routier gigantesque, dont des puissances financières et des aventuriers abusent souvent, l'Eglise n'a pu accomplir sa tâche sans moyens de transport.

Il est apparu aussi que des propriétaires de camions et des entreprises de transport se servent souvent de leur matériel dans le seul but de gagner de l'argent et d'exploiter les petits agriculteurs et les missionnaires.

Cela a entraîné la création d'AMA, une « Entreprise de transport au service de la Bonne Nouvelle » en Amazonie, dont nous décrivons ici l'activité.

Contrastes

Peu de pays présentent des contrastes aussi grands que le Brésil.

Des tribus d'Indiens parcourent encore des régions très vastes et pratiquement inhabitée à la recherche de gibier et de plantes comestibles. Des colons blancs pénètrent chez eux. Ils chassent les Indiens et n'hésitent pas à tuer. La faim, la maladie et la peur réduisent ces pauvres primitifs à un état lamentable.

Le Brésil est aussi bien dépeuplé que surpeuplé. A côté des régions presque désertes il y a des grandes villes comme Rio de Janeiro, Sao Paulo, Recife, Salvador, Belém et Porto Alegre, où des millions d'affamés affluent dans le vain espoir d'y trouver du travail, du pain et un toit.

Un petit groupe de riches très puissants dépense des sommes fabuleuses. Des millionnaires dilapident leur fortune dans des palais de conte de fée. Ils peuplent les plages mondaines, les boîtes de nuit et les hôtels de luxe. Ils font semblant d'ignorer que leur train de vie est payé par des millions de concitoyens plongés dans la misère.

Dans le voisinage immédiat des habitations de luxe croupissent les pauvres dans les favelas, dans une chaleur brûlante et dans la poussière, dans la boue, la puanteur et la saleté, sous la menace constante de la maladie et d'une mort prématurée. Tout comme les Indiens ils sont marqués par la faim, la maladie, l'ignorance et la peur.

Une lutte sans merci

Comme tous les pays de l'Amérique du Sud, le Brésil connaît de très fortes tensions sociales et politiques. Ceux qui sont au pouvoir s'y accrochent. D'autres essaient d'y arriver à leur tour, parfois poussés par l'esprit de justice, parfois uniquement par le goût du pouvoir.

C'est une lutte sans merci. Rapt, meurtres, tortures, extorsions et terreur sont monnaie courante. Les prisons sont peuplées aussi bien de terroristes que d'innocents, tandis que les crimes des puissants ne sont pas toujours punis. Les rebelles sont poursuivis sans pitié, mais les agents de police aussi risquent leur peau. Et tout cela est possible dans un pays que l'on dit catholique.

Quel est le rôle que joue l'Eglise dans ce monde aux contrastes les plus terrifiants ?

Liberté plus large

Des cardinaux, des évêques et des puissants à l'étiquette catholique sont souvent cités comme preuve du fait que « l'église » se trouve du côté de l'injustice. Souvent les faits cités correspondent plus ou moins à la réalité et prouvent donc que certaines personnes occupant certaines fonctions ne répondent pas aux exigences de l'Évangile. Il arrive aussi que ces « preuves » soient tout simplement méchantes et mensongères.

Il y en a beaucoup qui en veulent à l'Eglise parce que celle-ci ne se range pas aveuglément du côté de ceux qui veulent par tous les moyens — violence contre violence, injustice contre injustice — réformer la société et libérer les opprimés.

Mais l'Eglise envisage une liberté plus large qui postule d'autres voies et moyens. Cela demande de la patience, de la confiance et un engagement personnel. Mais cela coûtera moins de sang et de larmes et cela donnera plus de liberté que quelques libérations dont nous avons été témoins au cours des trente années passées.

« Que fait l'Eglise ? » demande le Pape Paul. Il fournit la réponse dans « *Evangelii Nuntiandi* » :

« Elle cherche de plus en plus à susciter de nombreux chrétiens qui se donnent à la libération des autres. Elle fournit à ces chrétiens « libérateurs » une inspiration de foi, une motivation d'amour fraternel, un enseignement social auquel le vrai chrétien ne peut pas ne pas être attentif, mais qu'il doit poser à la base de sa sagesse et de son expérience pour le traduire concrètement en des catégories d'action, de participation et d'engagement. Tout cela, sans se confondre avec des attitudes tactiques ni avec le service d'un système politique, doit caractériser l'élan du chrétien engagé. L'Eglise s'efforce d'insérer toujours le combat chrétien pour la libération dans le dessein global du salut qu'elle annonce elle-même. »

Un fleuve de 5.000 kms de long

Paris-Lyon - 476 kms - représente un long voyage dans notre petite Europe. Cependant, grâce aux bons réseaux routiers et ferrovières, une seule journée suffit pour faire confortablement l'aller-retour. Dès lors on s'imagine plus difficilement les distances et les espaces dans d'autres parties du monde.

Le Brésil, le plus grand pays d'Amérique latine, est 17 fois plus grand que la France, plus de 200 fois la Belgique. Traversant le nord du pays de l'Ouest à l'Est, l'Amazonie gigantesque est 7 fois plus long que le Rhin.

En 1544, des soldats espagnols qui faisaient partie de l'armée de Pizarro se trouvèrent en Equateur et partirent à la recherche du « pays de l'or Eldorado ». Le capitaine Orellana et ses hommes se fourvoyèrent dans la forêt vierge.

Poussés par la faim ils mangèrent leurs chevaux, rendant ainsi tout retour impossible. En se frayant un chemin vers l'Est ils arrivèrent dans des marécages aux mille sources de petites rivières. Les soldats y construisirent une embarcation afin de trouver en navigant des régions habitées. Ils ne savaient pas qu'ils allaient parcourir plus de 5.000 kilomètres et qu'ils devraient ramer pendant 18 mois avant d'atteindre l'embouchure de l'Amazone.

Des routes à travers la forêt vierge

L'Amazonie constitue la plus grande moitié du Brésil et couvre 2,5 millions de km².

Une grande partie de cette immense région est couverte de forêt très chaude et humide.

Afin de rendre accessible cette énorme superficie, d'en exploiter les richesses du sol et du sous-sol et de créer de nouveaux espaces vitaux pour une population à la démographie galopante, on y crée des autoroutes à un rythme accéléré.

La « Transamazonica » commence près de Recife, à la côte de l'Atlantique, et conduit à Cruzeiro do Sul à la frontière péruvienne. Cela fait une distance de 5.422 km., pratiquement la distance entre Paris et Montréal.

En lisant « autoroute » il ne faut surtout pas s'imaginer une route bétonnée à l'européenne. Arrivés par hélicoptère, des bulldozers ont frayé des tracés sans fin à travers la forêt vierge. Ce ne sont souvent que de larges bandes de terre, pleines d'ornières boueuses et de trous pendant la saison des pluies, soulevant d'énormes nuées de poussière au passage de tout véhicule durant la saison sèche.

Quelques 2.000 km. de la Transamazonica sont asphaltés, généralement à l'entrée et à la sortie des villes.

Pauvres et riches

La pénétration de cet espace va de pair avec des tensions dramatiques. Les autorités amènent vers cette région

des milliers de pauvres du nord-est. Ce sont des pionniers à qui l'on attribue la terre qui doit être défrichée et labourée. Selon les plans, deux millions de personnes se seront établies dans ce nouveau pays avant 1980.

Cependant il y a aussi la migration non contrôlée de milliers de familles exaspérées par la grande misère. Elles occupent illégalement la terre non défrichée.

Mais, il y a aussi des riches qui se mettent en route vers le nouveau pays. Car il y a de l'argent à gagner avec le bois, le caoutchouc, le café, le cacao, le sucre, les agrumes et les minerais.

Celui qui veut investir ici peut profiter d'importantes exonérations fiscales et obtient des titres de propriété pour des dizaines de milliers d'hectares de terre. Ce sont ces titres de propriété qui permettent de chasser, éventuellement en faisant usage d'armes, les Indiens nés sur place mais démunis de tout acte de propriétaire.

Pour les Indiens, les nouvelles routes sont plus souvent une malédiction qu'un avantage.

Les conditions du progrès

La région amazonienne compte quarante diocèses. Les évêques se trouvent devant une tâche immense. La pénurie de prêtres se fait cruellement sentir. Sans l'apport des missionnaires étrangers la situation serait sans issue.

Depuis de longues années, évêques et prêtres ont conjugué leurs efforts afin de promouvoir le développement du peuple. Cependant, le progrès est très lent et demeure en valeurs humaines en deçà de leurs espoirs. Cela les a amenés à la conclusion impérieuse de devoir fonder davantage de développement socio-économique sur l'annonce du Royaume de Dieu.

L'évangélisation, le développement de communautés chrétiennes et la formation de leaders qui s'inspirent de l'Évangile sont les conditions indispensables du progrès et de la liberté.

C'est là que la fraternité et la solidarité doivent prendre leur source.

Toujours plus de mouvement

Le plan pastoral des évêques ne cesse de mettre le Nord du Brésil en mouvement.

Dans les faubourgs des grandes villes, dans les nouvelles cités paysannes et dans les réserves indiennes se créent des groupes d'humbles chrétiens qui s'entraident à mieux connaître et à vivre l'Évangile.

Ils constatent que cette façon de vivre fournit une solution plus rapide et meilleure à leurs problèmes de chaque jour.

« *L'évangélisation* », dit le pape Paul dans « *Evangelii Nuntiandi* », « *comporte un message explicite, adapté aux situations, constamment actualisé* :

- un message sur les droits et les devoirs de toute personne humaine ;
- un message sur la vie familiale sans laquelle l'épanouissement personnel n'est guère possible ;
- un message sur la vie en commun dans la société ;
- un message sur la vie internationale, la paix, la justice, le développement ;
- un message particulièrement vigoureux de nos jours sur la libération. »

Eglise, communauté aimante

Ici, comme au début de l'ère chrétienne, l'Église devient de plus en plus une Église des pauvres. Sans s'identifier avec le mouvement funeste des « Prêtres pour le socialisme », elle lutte pour les droits des Indiens qui sont chassés de leur territoire. Elle exige que l'on respecte leur culture. Elle ne s'intéresse pas moins au sort des migrants appauvris et des agriculteurs exploités.

Ce n'est pas par le glaive, mais par la parole de Dieu que l'Église se bat pour les droits de l'homme.

Les réactions de puissances économiques et politiques prouvent que cette parole touche au but. Des évêques sont espionnés et entravés dans leur travail. De nombreux prêtres mettent leur sécurité en péril en luttant pour les droits des pauvres.

C'est ainsi que les pauvres découvrent le vrai visage de l'Eglise : une communauté d'amour.

Décupler temps et énergie

En fait, les prêtres dans ce pays sont confrontés avec le même problème que les aumôniers des réfugiés en Allemagne après la guerre : appelés et attendus à cent endroits, ils ne peuvent être qu'à un seul endroit à la fois.

C'est là qu'une voiture peut faire économiser du temps et décupler l'énergie.

Mais il se fait que le problème du transport en Amazonie est bien plus grand et plus compliqué que jadis celui des réfugiés en Allemagne :

- Les prêtres doivent atteindre des gens qui habitent très loin les uns des autres et très loin des centres paroissiaux.
- Les distances, le climat et l'état des routes exigent du matériel de transport lourd et solide.

Le problème du transport en Amazonie présente encore un aspect insolite : le transport des marchandises est une espèce de monopole des propriétaires de camions et des entreprises de transport. Ils pratiquent des tarifs exorbitants. Le transport vers l'intérieur des matériaux de construction, de matériel didactique, de vivres, de plants et d'engrais chimique coûte tellement cher qu'il met un frein au développement. Il en est de même pour le transport des biens de consommation jusqu'aux marchés des villes. Une part disproportionnée du profit est empochée par les transporteurs.

Cela signifie la faillite des jeunes coopératives. L'Eglise a dû aider à trouver une solution. Il a fallu créer une organisation comportant un service de transport qui sert la communauté au lieu de l'exploiter !

C'est cette organisation et ce service que nous avons appelé AMA et donné à l'Eglise et aux gens d'Amazonie.

**

EXTRAITS DE L'ARTICLE

« LE BRESIL RELIGIEUSEMENT CALOMNIE »

Réponse au P. Werenfried, par Julio Fleichman
paru dans *Itinéraires*, N° 245

Je viens de lire, dans l'édition française du bulletin du père Werenfried, *Aide à l'Eglise en détresse* de mars 1977, la présentation d'un projet « Ama » dont le but est de fournir gratuitement des véhicules automobiles aux évêques et aux prêtres qui travaillent en Amazonie.

Il est clair que cet exposé respire d'un bout à l'autre la bonne volonté et l'esprit de dévouement : clair aussi que le père Werenfried brûle de voler au secours des pauvres de l'Amazonie, comme de tout le Brésil, et des autres pays. Mais pourquoi fallait-il donc associer à cette entreprise de charité tant d'affirmations contraires à la vérité et tant d'autres qui auraient mérité sous la plume du père Werenfried beaucoup plus de pondération ? Etait-il absolument nécessaire, pour impressionner les catholiques français, et leur délier un peu la bourse, d'aller imaginer tout ce mauvais roman, absurde amalgame de demi-vérités, de sentimentalisme à fleur de peau, et de postulats plus que discutables en matière d'économie politique ? Le père Werenfried a peut-être pensé que sans ces arrangements, sa prose risquait de manquer « d'impact » auprès des lecteurs ; qu'il n'aurait pas obtenu d'eux l'envoi des fonds escomptés...

Si tel est bien le cas, le père Werenfried me permettra de lui faire remarquer qu'il eut mieux valu en obtenir moins d'argent, quitte même à renoncer à son projet en Amazonie, plutôt que de payer cette aide d'aussi graves manquements aux devoirs que nous impose à tous le respect de la vérité.

Pour s'en tenir aux arguments principaux du père Werenfried, livrés sous le titre de « *contrastes honteux* », voici ce qu'on peut lire à propos des indiens :

« Des tribus d'Indiens parcourent encore des régions très vastes et pratiquement inhabitées à la recherche de gibier et de plantes comestibles. Des colons blancs pénètrent chez eux. Ils chassent les Indiens et n'hésitent pas à tuer. La faim, la maladie et la peur réduisent ces pauvres primitifs à un état lamentable. »

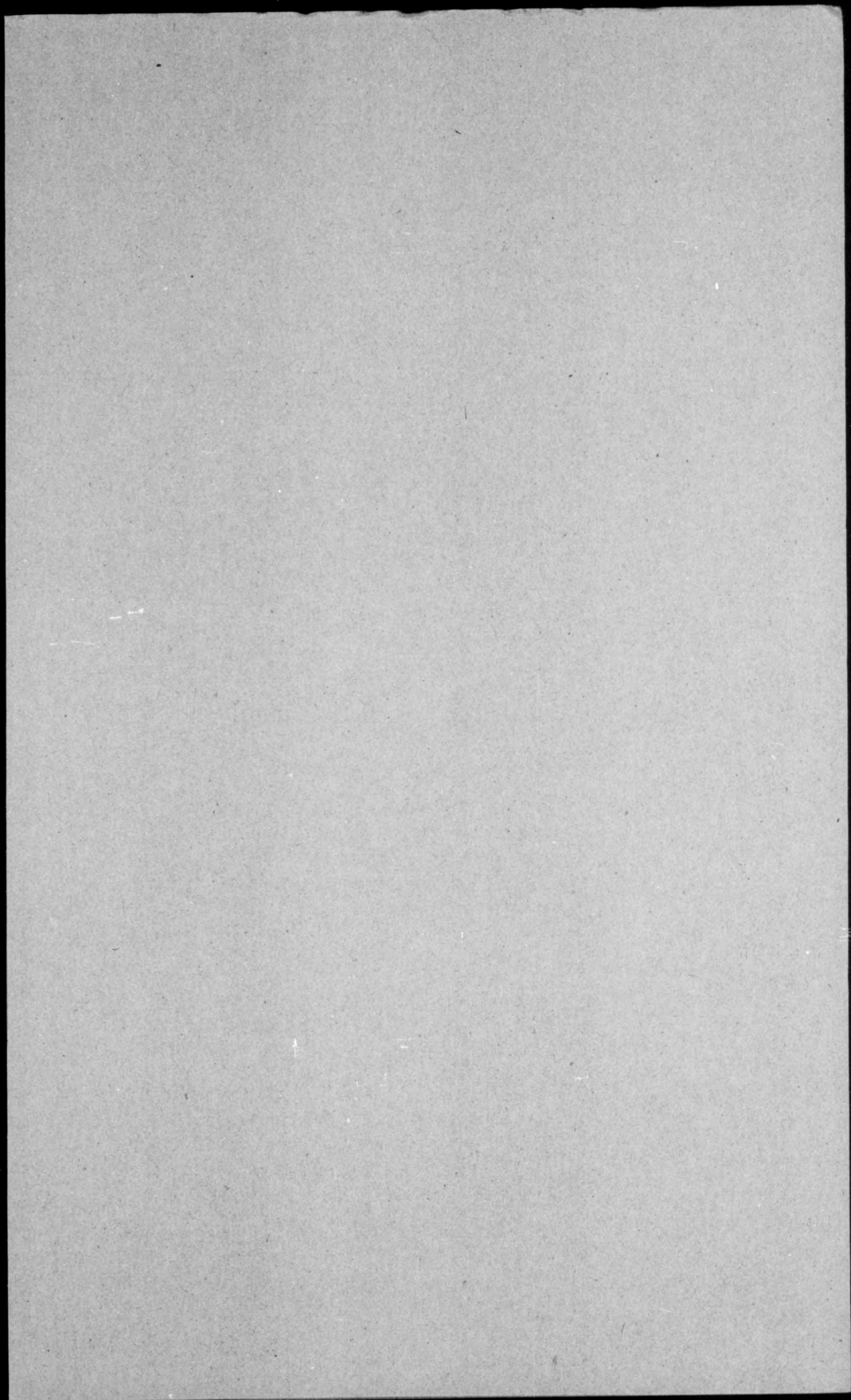
Admirable tableau. Nous avons, c'est un fait, des Indiens au Brésil ; ils y constituent aujourd'hui encore, des peuplades technologiquement arriérées, qui occupent certaines régions sauvages du pays, dont la carte atteste en effet l'étendue. Mais là s'arrête la vérité de la description. Car ces tribus ne « parcourent » point de vastes territoires. Elles ne sont pas nomades, ni ne le furent jamais. Et les innombrables photographies d'Indiens brésiliens publiées dans nos journaux montrent des hommes parfaitement robustes et sains, qui sans doute ne vivent pas comme nous, mais trouvent dans les produits de la chasse et de la pêche une nourriture quotidienne visiblement satisfaisante. Il n'y a de *famine* chez les Indiens du Brésil qu'en cas de calamité naturelle violente et prolongée affectant les régions où ils habitent ; encore faut-il préciser que nos organismes gouvernementaux viennent alors les secourir, comme les sinistrés de n'importe quel autre groupe humain dans tous les pays civilisés. La *maladie* proprement dite ne les atteint, de l'avis des bons anthropologues, que lorsqu'ils commencent à entrer en contact avec les civilisés : elle épargne généralement ceux d'entre eux qui continuent à vivre dans leur habitat d'origine. Quant à la *peur*, le père Werenfried voudra bien m'excuser, il s'agit là d'une information toute gratuite qu'il doit tenir de n'importe qui, sauf des Indiens. Personne ne vit dans un climat de terreur au Brésil, et les Indiens moins que toute autre communauté.

Le Gérant : Maurice BARDECHE

N° Commission Paritaire : 26501

Imprimerie Nouvelle — 79100 THOUARS

Dépôt Légal : Juillet - Août 1977



TOTALITÉ

Cahiers de métapolitique et de culture publiés par le Cercle Culture et Liberté.

Au niveau de l'espace linguistique français, les cahiers « **TOTALITÉ** » auront pour tâche de redéfinir, à la lumière des témoignages traditionnels eux-mêmes et des œuvres des rares contemporains qui ont réaffirmé les catégories normatives du monde de la Tradition, les notions d'autorité, d'aristocratie, de hiérarchie, de communauté et d'action, et d'ancrer un certain nombre d'hommes dans les « terres immobiles » de ce qui ne passe pas : l'idée d'Empire et la doctrine de l'Etat vrai.

Sommaire du N° 2 :

Georges GONDINET : Notes pour comprendre la crise du monde moderne.

Julius EVOLA : Légionnarisme ascétique (rencontre avec le chef des « Gardes de Fer »).

Philippe BAILLET : Mythes et figures dans « Heliopolis » d'Ernst Jünger.

Daniel COLOGNE : — H. G. Wells et la métamorphose de l'utopie — Éléments pour une redéfinition du fascisme.

Pierre LANCE : L'idée européenne chez Friedrich Nietzsche.

Faible tirage :

Prix du numéro : 15 FF — 7 FS — 130 FB.

Prix de l'abonnement : (4 Nos) : 50 FF — 25 FS — 420 FB.

Commandes :

Georges Gondinet, BP N° 405.16 - 75769 Paris Cédex 16.